

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

♦ ♦ ♦

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 mai 2018 - 19 h 00

L'an deux mille dix-huit, le vingt-huit mai, le Conseil Municipal de la commune de Fonsorbes s'est réuni, au nombre prescrit par la loi et après convocation légale, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme SIMÉON Françoise, Maire.

Mme le Maire ouvre la séance à 19 h 03 et procède à l'appel nominatif des Elus.

PRÉSENTS	Mmes BOBO, BOYER, CALVO, CANTIÉ, DE COUX, DUBOIS, LACOSTE, MALET, MATHIEU-DEBLACHE, SIMÉON, VITET et VOISIN Mrs BAË, BROUSSE, CHOUARD, GAUBERT, LASCRET, LERAT, LOUZON, MAILHÉ, MARIN, MONROZIER, PERROT, PETER, PILET, RIVIER et SÉVERAC
PROCURATIONS	Mme RANGOLY a donné procuration à M. PILET M. FRANCHINA a donné procuration à M. CHOUARD M. LALANNE a donné procuration à M. PERROT M. LORRAIN a donné procuration à M. SÉVERAC
ABSENT(E)S	Mmes GOSSELIN et HERNANDEZ
PRÉSIDENT	Mme SIMÉON Françoise, Maire
SECRÉTAIRE	M. PERROT Pascal
ORDRE DU JOUR	<ol style="list-style-type: none"> 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 11 avril 2018 2 - Démission d'une Adjointe au Maire - installation de la nouvelle Conseillère Municipale 3 - Démission d'un Conseiller Municipal du groupe "Fonsorbes Source d'Avenir" - installation du nouveau Conseiller Municipal 4 - Election d'un Adjoint au Maire suite à la démission de la deuxième Adjointe au Maire 5 - Démission de Conseillers Municipaux - modification du tableau des Conseillers Municipaux 6 - Modification de la composition des commissions municipales suite à la démission de deux Conseillers Municipaux 7 - Modification de la composition de la commission d'Appel d'Offres suite à la démission d'une Conseillère Municipale 8 - Modification du tableau des indemnités de fonction allouées aux Elus suite à la démission des Conseillers Municipaux 9 - Modification de la composition du Conseil d'Administration du CCAS suite à la démission d'un Conseiller Municipal 10 - Nouvelle Conseillère Communautaire suite à la démission d'une Conseillère Municipale 11 - Modification de la désignation des Délégués aux commissions du Muretain Agglo suite à la démission d'une Conseillère Municipale 12 - Désignation d'un nouveau Délégué Titulaire pour représenter la commune au sein du SMEA 31 suite à la démission d'une Conseillère Municipale 13 - Désignation d'un nouveau Délégué Suppléant pour représenter la commune au sein du SIECT suite à la démission d'une Conseillère Municipale 14 - Demande d'une subvention de projet de l'association Avenir Fonsorbais Volley-Ball pour le projet Beach Volley 15 - Modification de la tarification des entrées aux spectacles 16 - Tarification du mini-séjour 2018 organisé par le service jeunesse 17 - Garantie d'emprunt sollicitée par la SA Colomiers Habitat pour la résidence située place Maryse Bastié - acquisition en VEFA de 5 logements 18 - Budget principal "Commune" - Décision Modificative n° 1 19 - Marché de mise à disposition d'un véhicule publicitaire 20 - Modification de la cession d'une partie de la parcelle cadastrée BL n° 347 sise lieu-dit Cachac 21 - Acquisition des parcelles sises lieu-dit Pistoulet - surfaces définitives après relevé du géomètre 22 - Enquête publique concernant la création du nouveau cimetière 23 - Dénomination d'une voie du secteur Hournes-Portérénny 24 - Le Muretain Agglo 25 - SMEA-RÉSEAU 31 26 - Motion contre la privatisation de l'énergie et de l'eau 27 - Décisions prises par Mme le Maire en vertu de la délégation du Conseil Municipal conformément à l'article L 2122-22 du CGCT 28 - Questions orales posées par les divers groupes 29 - Informations diverses

Date de la convocation : 18 mai 2018	Date d'affichage : 22 mai 2018
Nombre de membres du Conseil Municipal : 33 en exercice : 33	Présents : 27 Votants : 31

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de désigner M. PERROT Pascal, du groupe "Agir pour Fonsorbes", en qualité de secrétaire de séance.

VOTE	Pour :	31
	Contre :	0
	Abstention :	0

Questions orales posées par les divers groupes

Le groupe "Agir pour Fonsorbes"

1. Déviation de Saint-Lys
2. Colonnes enterrées mises en place dans le centre-ville

Le groupe "Fonsorbes l'Humain d'Abord"

1. Les Jardins Partagés
2. Travaux de voirie au secteur Aygolounguo

M. Perrot : excusez-moi, avant de commencer, juste un petit point : je me suis aperçu que les panneaux qui annonçaient le Conseil Municipal, implantés notamment route de Bragot, indiquaient le Conseil Municipal du 3 mai 2018. Il faudrait peut-être les mettre à jour.

Mme le Maire : d'accord. Nous demanderons aux services techniques d'être vigilants pour celui ...

M. Perrot : ... lorsque j'y suis passé, et que j'ai vu 18 h 00, je me suis dit qu'il y avait un problème ...

Mme le Maire : ... cela n'a pas été corrigé ...

M. Gaubert, du groupe "Agir pour Fonsorbes" : ... et qui spécifiait 18 heures ...

Mme le Maire : ... nous corrigerons tout cela pour le prochain Conseil Municipal, qui aura lieu le 28 juin 2018 à 19 heures.

Arrivée de Mme HERNANDEZ Adda à 19 h 07

Nombre de membres	Présents : 28	Votants : 32
-------------------	---------------	--------------

1 - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2018

Mme le Maire demande au Conseil Municipal s'il a des observations à formuler sur le procès-verbal de la séance du 11 avril 2018.

Aucune observation n'étant apportée, Mme le Maire procède au vote du procès-verbal de la séance du 11 avril 2018.

VOTE	Pour :	27
	Contre :	0
	Refus de vote :	0
	Abstentions :	4 (Mmes Bobo, Cantie et Malet et M. Mailhé)
	Absents au CM du 11/04/18 :	1 (M. Lerat)

2 - DÉMISSION D'UNE ADJOINTE AU MAIRE - INSTALLATION DE LA NOUVELLE CONSEILLÈRE MUNICIPALE

Mme le Maire : Mme KRIER Christine, Adjointe au Maire aux finances, a démissionné par courrier daté du 4 mai 2018, reçu en Mairie le 9 mai 2018. Dans le cadre de la démission d'un Adjoint, la procédure prévoit qu'elle est définitive à compter du jour où son acceptation par le Préfet a été portée à la connaissance de l'intéressé. Mme le Sous-Préfet de Muret a communiqué sa décision positive le 18 mai 2018.

Aussi, la suivante sur la liste "Fonsorbes Citoyenneté" intègre le Conseil Municipal : il s'agit de Mme CANTIÉ Micheline, à qui nous souhaitons la bienvenue au sein du Conseil Municipal.

Je voudrais également, en votre nom à tous, je suppose, remercier Christine KRIER pour tout le travail qu'elle a fait au cours des quatre années passées depuis le début de ce mandat. Elle a participé largement, par son travail et par son investissement, à améliorer les comptes de la commune. Nous pouvons je crois grandement la remercier pour tout ce travail, sa présence quotidienne à la Mairie, ses longues journées de travail, donc merci à elle.

M. Perrot : cette démission est-elle liée au problème du chemin Bénech ?

Mme le Maire : oui, mais tout le monde sait que Mme KRIER souhaite quitter la commune. Je ne sais pas si nous pouvons le lier au problème, nous pouvons le lier au fait qu'ils ont le souhait de quitter la commune pour un projet de vie ailleurs.

M. Perrot : d'accord. Comme c'est assez subit, c'est très soudain ...

Mme le Maire : ... non pas du tout ...

M. Perrot : ... c'était réfléchi ?

Mme le Maire : le fait qu'elle quitte la commune ?

M. Perrot : oui.

Mme le Maire : nous le savons depuis un moment. Nous traiterons du problème de la propriété de Mme et M. KRIER chemin Bénech, si vous voulez, à un autre moment. Mais le souhait de la famille KRIER de quitter Fonsorbes n'est pas récent.

Mme Bobo, du groupe Majoritaire : par rapport à Christine KRIER, j'aurais voulu quand même ajouter une petite précision : ce n'est pas une décision de démission personnelle. Moi, je vais l'avouer parce que c'est quand même inadmissible, on dit qu'elle est partie, peut-être parce qu'elle allait quitter Fonsorbes, mais elle a été quand même poussée à prendre la porte pour sortir. Je tiens à le souligner. Merci.

M. Gaubert, du groupe "Agir pour Fonsorbes" : quelles que soient les raisons qui ont conduit à sa démission, nous regrettons qu'elle n'ait pas pu attendre la fin du mandat pour démissionner, étant donné qu'elle occupait effectivement un poste extrêmement important, même si vous allez me dire d'avance les qualités du travail qu'elle a réalisé. Ce que je voudrais dire à titre personnel : il est vrai qu'au niveau de la commission des finances, elle a su établir une relation équilibrée, un dialogue constructif, ce qui nous a permis de travailler dans de bonnes conditions. Je souhaitais le dire publiquement et je suis effectivement désolé qu'elle n'ait pas pu aller jusqu'au bout de son mandat avec nous parce que nous travaillons ensemble depuis plus de 25 ans ; c'était au 20^{ème} siècle, rappelons-le.

Mme le Maire : c'était au 20^{ème} siècle effectivement. Mais je n'ai pas de doute sur le fait que la qualité du travail sera maintenue, que Mme DE COUX, puisque c'est elle qui prendra la suite, saura relever ce défi.

3 - DÉMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL DU GROUPE "FONSORBES SOURCE D'AVENIR" - INSTALLATION DU NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL

Mme le Maire : M. IBOS Claude, Conseiller Municipal du groupe "Fonsorbes Source d'Avenir", a démissionné par courrier daté du 3 mai 2018, reçu en mairie le 11 mai 2018.

L'article L 270 du Code Électoral prévoit que la vacance du siège de Conseiller Municipal a pour effet immédiat de conférer la qualité de Conseiller Municipal au suivant sur la liste. Aussi, suite aux démissions successives suivantes au sein du groupe "Fonsorbes Source d'Avenir" :

- Mme MONTES a démissionné par courrier daté du 16 mai 2018, reçue en Mairie le 17 mai 2018
- M. FORESTOU a démissionné par courrier daté du 17 mai, reçu ce même jour en Mairie
- Mme GIOVANNANGELI a démissionné par courrier daté du 18 mai 2018, reçu en Mairie ce même jour
- M. DURAN a démissionné par courrier daté du 18 mai 2018, reçu en Mairie ce même jour
- Mme DEMPÈRE a démissionné par courrier daté du 18 mai 2018, reçu en Mairie le 19 mai 2018

le suivant sur la liste "Fonsorbes Source d'Avenir", M. Christophe MAILHÉ, intègre donc le Conseil Municipal, auquel nous souhaitons la bienvenue.

M. Mailhé, du groupe "Fonsorbes Source d'Avenir" : je vais prendre mes repères, et essayer de m'habituer. Je vous remercie de m'accueillir dans ce Conseil Municipal en tant que Conseiller Municipal d'Opposition. "Opposition" est peut-être un bien grand mot parce que trop souvent nous avons vu une opposition, un combat et un débat d'idées, mais nous pouvons être une Opposition assez constructive, ce que je vais essayer d'être. Je vais essayer de représenter mon groupe avec mes idées, avec nos avis, nos idées politiques, même si on dit qu'on ne fait pas de politique il y a toujours une orientation politique dans les décisions que nous prenons. Donc, j'essaierai d'appuyer si, à mon avis, les décisions, les points, les idées, les avis sont dans le sens que je perçois bon. Par contre, je serai quand même toujours là pour faire une petite opposition ; c'est le principe.

Mme le Maire : c'est le principe du débat démocratique.

4 - ÉLECTION D'UN ADJOINT AU MAIRE SUITE A LA DÉMISSION DE LA DEUXIÈME ADJOINTE AU MAIRE (délibération n° 2018-091)

Mme le Maire : suite à la démission de Mme KRIER Christine de sa fonction de 2^{ème} Adjointe au Maire déléguée aux finances, conformément à l'article L 2122-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), je vous propose d'attribuer au nouvel Adjoint au Maire la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal, soit la place de 2^{ème} Adjoint au Maire.

L'article L 2122-10 du CGCT précise "*Quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un nouvel Adjoint, le Conseil Municipal peut décider qu'il occupera, dans l'ordre du tableau, le même rang que l'Élu qui occupait précédemment le poste devenu vacant.*"

Avez-vous des remarques à formuler ?

Aucune remarque n'étant formulée, Mme le Maire propose au Conseil Municipal que le nouvel Adjoint au Maire occupe, dans l'ordre du tableau, le même rang qu'occupait Mme KRIER Christine, soit la place de 2^{ème} Adjoint au Maire.

VOTE	Pour :	32
	Contre :	0
	Abstention :	0

Mme le Maire : l'article L 2122-7-2 du CGCT précise : "*En cas d'élection d'un seul Adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L 2122-7*". Celui-ci prévoit une élection au scrutin secret et à la majorité absolue, ainsi que les conditions pour ce mode d'élection.

Le groupe Majoritaire "Fonsorbes Citoyenneté" présente la candidature de Mme DE COUX Valérie pour ce poste de 2^{ème} Adjoint au Maire.

Avez-vous un candidat à présenter ?

Les groupes "Agir pour Fonsorbes", "Fonsorbes l'Humain d'Abord" et "Fonsorbes Source d'Avenir" ne présentent aucune candidature.

Mme le Maire : malgré le fait que Mme DE COUX Valérie soit la seule candidate, nous allons voter à bulletins secrets parce que c'est obligatoire, nous appliquons la loi.

Si deux membres de l'Opposition veulent bien venir pour veiller au bon déroulement du vote.

M. Perrot, du groupe "Agir pour Fonsorbes", et M. Mailhé, du groupe "Fonsorbes Source d'Avenir", sont donc désignés assesseurs.

Il est donc procédé à l'élection du 2^{ème} Adjoint au Maire à bulletins secrets.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de votants : 32
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 32
- Nombre de bulletins blancs : 11
- Nombre de bulletins nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 21
- Majorité absolue : 11

Mme DE COUX Valérie a obtenu 21 voix. Ayant donc obtenu la majorité absolue, elle est proclamée 2^{ème} Adjointe au Maire.

Mme le Maire : Mme DE COUX Valérie est donc notre nouvelle Adjointe aux finances, elle est élue par 21 voix ; il y a 11 bulletins blancs. Félicitations Mme DE COUX.

M. Pilet, du groupe "Fonsorbes l'Humain d'Abord", pose une question hors micro.

Mme le Maire : 32 votants puisque Mme GOSSELIN est absente, et qu'elle n'a pas donné de procuration. Nous sommes donc sur un total de 32.

M. Pilet : merci.

5 - DÉMISSION DE CONSEILLERS MUNICIPAUX - MODIFICATION DU TABLEAU DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Mme le Maire : le tableau des Conseillers Municipaux est modifié afin de tenir compte des changements suivants :

- la démission de M. IBOS Claude en date du 11 mai 2018, membre de la liste "Fonsorbes Source d'Avenir", ainsi que les démissions successives des cinq candidats suivants de cette même liste, à savoir :

- Mme MONTES Sabine
- M. FORESTOU Michel
- Mme GIOVANNANGELI Murielle
- M. DURAN Francis
- Mme DEMPÈRE Delphine
- Le candidat suivant de ladite liste a pris les fonctions de Conseiller Municipal à compter du 19 mai 2018

- la démission de Mme KRIER Christine et de la prise de fonction de Mme CANTIÉ Micheline
- l'élection d'un nouvel Adjoint au Maire

L nouveau tableau des Conseillers Municipaux, que je signerai, sera déposé à la Préfecture.

6 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES SUITE A LA DÉMISSION DE DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX (délibérations n° 2018-092 à 2018-100)

Mme le Maire : suite à la démission de Mme KRIER Christine et de M. IBOS Claude, il est proposé de modifier les commissions, étant rappelé que la répartition des sièges au sein des commissions a été effectuée à la représentation proportionnelle des listes.

Suite à la démission de M. IBOS Claude, et à l'intégration du suivant sur la liste "Fonsorbes Source d'Avenir", M. MAILHÉ Christophe, il est proposé de modifier les commissions au sein desquelles siégeait M. IBOS Claude.

M. MAILHÉ a souhaité participé à certaines commissions.

S'adressant à M. Mailhé : vous me direz si cela correspond à ce que vous avez demandé auprès de la Directrice Générale des Services. Vous avez donc souhaité prendre la place de M. IBOS, puisque vous êtes membre de droit dans toutes les commissions, s'agissant d'une représentation proportionnelle. Vous souhaitez donc participer aux commissions suivantes :

- Développement économique-emploi-commerces et artisanat
- Urbanisme-VRD-transport-travaux
- Agenda 21

Vous avez la possibilité de siéger également au sein des commissions suivantes, dans lesquelles ne siégeait pas M. IBOS :

- Affaires scolaires-enfance-jeunesse
- Implication citoyenne-communication
- Prévention-sécurité

Je ne sais pas si vous souhaitez intégrer ces commissions-là ou pas.

M. Mailhé : je suis tout seul.

Mme le Maire : je sais bien.

M. Mailhé : non. Il vaut mieux accomplir une bonne tâche, travailler bien sur 4 commissions, que vouloir être partout et ne pas accomplir un bon travail.

Mme le Maire : sachant que la 4^{ème} commission est celle des finances. Aujourd'hui, c'est Mme RANGOLY qui siège puisqu'elle était initialement membre de votre groupe. La représentation des groupes se faisant à la proportionnelle, d'office vous êtes donc le représentant du groupe "Fonsorbes source d'avenir". Il n'y a pas de démission de Mme RANGOLY, et il n'y a pas besoin de vote au sein du Conseil Municipal.

M. Mailhé : oui, j'avais fait cette demande de participer à cette commission dans le cadre, comme vous l'avez dit, d'une bonne représentativité de chaque groupe. Suite aux événements qui se sont passés dans nos groupes les quatre premières années, nous estimions que notre groupe "Fonsorbes Source d'Avenir" n'était pas représenté dans cette commission qui, il faut tout de même l'avouer, est une commission assez importante et qui permet d'avoir une visibilité sur la politique utilisée par le Conseil Municipal. Voilà pourquoi j'ai demandé à intégrer cette commission.

Mme le Maire : donc, c'est d'office.

M. Mailhé : merci.

Mme le Maire : vous êtes donc le nouveau membre de la commission des finances.

Suite à la démission de Mme KRIER Christine, et à l'intégration de Mme CANTIÉ Micheline, il est proposé de modifier les commissions au sein desquelles siégeait Mme KRIER Christine. Aussi, le groupe majoritaire "Fonsorbes Citoyenneté" propose la candidature des Conseillers Municipaux suivants :

- Finances : Mme CANTIÉ Micheline
- Personnel communal : Mme CANTIÉ Micheline
- Recrutement : Mme CANTIÉ Micheline
- Développement économique-emploi-commerces et artisanat : Mme DE COUX Valérie

- Intercommunalité : Mme CANTIÉ Micheline

De plus, le groupe majoritaire "Fonsorbes Citoyenneté" propose de modifier également la composition des commissions suivantes, à savoir :

- Urbanisme-VRD-transport-travaux : M. FRANCHINA Philippe démissionne, remplacé par Mme DE COUX Valérie
- Agenda 21 : Mme DE COUX Valérie démissionne, remplacée par Mme CANTIÉ Micheline

Nous vous mettrons tout cela par écrit, sur la liste de la nouvelle composition des commissions.

Je vous rappelle que l'article 76 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit complète l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales par un alinéa ainsi rédigé : *"si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire"*.

Voyez-vous un inconvénient à cette nouvelle organisation des commissions ? Il n'y a pas d'autres candidats ?

Aucune autre candidature n'étant proposée, Mme le Maire demande au Conseil Municipal d'acter la nouvelle composition des commissions municipales ci-dessus définies.

VOTE	Pour :	32
	Contre :	0
	Abstention :	0

7 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES SUITE A LA DÉMISSION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE (délibération n° 2018-101)

Mme le Maire : suite à la démission de Mme KRIER Christine, il convient de modifier la composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

Le remplacement total de la commission n'est obligatoire que dans le cas où sa composition ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des Elus en son sein. Les modalités de remplacement doivent être définies, soit par le règlement intérieur du Conseil Municipal, soit par délibération.

Aussi, le règlement intérieur du Conseil Municipal stipule *"il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire Elu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier."*

Le suppléant suivant sur la liste majoritaire étant Mme CALVO Marie-Louise, elle devient donc titulaire ; il n'y a pas de suppléant remplaçant.

Aussi, il convient de prendre acte de la désignation de Mme CALVO Marie-Louise en tant que membre titulaire de la CAO.

Avez-vous des questions ? Là, aussi, nous appliquons le règlement.

Aucune question n'étant posée, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de prendre acte de la désignation de Mme CALVO Marie-Louise membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres.

VOTE	Pour :	32
	Contre :	0
	Abstention :	0

8 - MODIFICATION DU TABLEAU DES INDEMNITÉS DE FONCTION ALLOUÉES AUX ÉLUS SUITE A LA DÉMISSION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX (délibération n° 2018-102)

Mme le Maire : nous vous avons transmis, en annexe de la convocation, le projet de tableau des indemnités modifié afin de tenir compte des démissions et des nouveaux Élus au sein du Conseil Municipal. Aussi, je vous propose d'approuver la modification du tableau des indemnités de fonction allouées aux Élus.

Certains ont posé la question de savoir pourquoi M. Monrozier ne percevait pas d'indemnités. C'est tout simplement parce qu'il l'a souhaité, il l'a écrit, il en a fait une demande car il estime qu'il ne consacre pas suffisamment de temps à ses fonctions de Conseiller Municipal. C'est tout en son honneur d'avoir demandé à ne pas percevoir les indemnités qui vont avec. Il est présent quand il peut l'être. C'est tout à l'honneur de M. Monrozier.

Oui, M. Pilet ?

M. Pilet, hors micro : non.

Mme le Maire : je croyais que vous alliez dire quelque chose.

M. Pilet, hors micro : non. C'était la question que j'avais prévue de poser, j'attendais la suite.

Mme le Maire : cela arrive souvent, finalement, que je réponde à vos questions avant que vous ne les posiez.

M. Pilet, hors micro : que cela dure jusqu'à la fin.

Mme le Maire : d'accord.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification du tableau des indemnités de fonction allouées aux Elus.

VOTE	Pour :	32
	Contre :	0
	Abstention :	0

9 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS SUITE A LA DÉMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL (délibération n° 2018-103)

Mme le Maire : la composition du Conseil d'Administration du CCAS est amenée à évoluer suite à la démission de M. IBOS Claude.

L'article R 123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit : *"Le ou les sièges laissés vacants par un ou des Conseillers Municipaux, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés. Lorsque ces dispositions ne peuvent pas, ou ne peuvent plus être appliquées, le ou les sièges laissés vacants sont pourvus par les candidats de celle des autres listes qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats."*

Aussi, la liste "Fonsorbes Source d'Avenir" soumise au vote lors du Conseil Municipal du 20 juin 2017, à laquelle appartenait M. IBOS Claude, ne comprenant plus de candidat, le suivant de la liste "Fonsorbes Citoyenneté", qui a obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection des administrateurs au sein du Conseil Municipal (délibération du 20 juin 2017), est désigné administrateur, ou administrative en l'occurrence, à savoir Mme LACOSTE Christine.

La nouvelle liste des administrateurs du Conseil d'Administration du CCAS est donc la suivante :

Liste "Fonsorbes Citoyenneté"

- HERNANDEZ Adda
- BOBO Françoise
- BOYER Michèle
- GOSSELIN Corinne
- LASCRET Yves
- VITET Martine
- LACOSTE Christine

Liste "Agir pour Fonsorbes" : DUBOIS Ghislaine

M. Mailhé, vous n'avez pas émis le souhait de participer au Conseil d'Administration du CCAS.

M. Mailhé : c'est-à-dire que ce n'est pas ce que j'avais compris, étant donné que M. IBOS Claude n'avait pas nommé de membre sur la liste. On m'avait confirmé que c'était le fonctionnement normal, mais je n'avais pas compris que je pouvais émettre un souhait pour cette instance.

Mme le Maire : si vous souhaitez être membre du Conseil d'Administration du CCAS au titre de Conseiller Municipal, pour ce qui nous concerne, cela ne nous pose strictement aucun problème, et cela ne pose aucun problème à Mme Lacoste, de vous laisser la place. Auquel cas, il faut revoter si vous êtes candidat.

M. Mailhé : je vais y réfléchir.

Mme le Maire : d'accord.

M. Mailhé : et nous pourrions en rediscuter.

M. Pilet : j'allais intervenir sur ce point puisqu'effectivement, lors de la démission de Jérôme Buisson, le 20 juin 2017, il avait été procédé à un vote. Pourquoi aujourd'hui ne refaisons-nous pas la même chose puisque nous sommes exactement dans la même logique ? Surtout que sur le point n° 7, je reprends la phrase "... ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des Elus". Donc là, c'est important de le garantir aussi, en faisant en sorte qu'il y ait des représentants de la liste "Fonsorbes Citoyenneté", ce qui est le cas, mais aussi comme c'était le cas précédemment, au moins 2 des 3 autres listes de la Minorité municipale. Il me semblerait important que nous puissions permettre cette pluralité, que nous voyions que le siège qui était dévolu à un des groupes de la Minorité puisse continuer à être dévolu, et que nous revoyions ce point-là.

Mme le Maire : nous en reparlerons en fonction de la décision de M. Mailhé. Pour l'instant, si voulez bien, nous actons la composition du Conseil d'Administration.

M. Pilet : excusez-moi. Cela m'embête un peu de faire imposer cette décision sur la représentation d'une

seule personne, d'un seul Conseiller Municipal. S'il y a des élections, il peut y avoir des candidats, différents, un vote, nous l'avons vu la dernière fois. Ce qu'il faut, c'est être cohérents par rapport à ce qu'il s'était passé le 20 juin 2017, où là vous aviez fait le choix de faire des élections. Là, je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas ce même choix, et pourquoi nous ne pouvons pas avoir de débat.

Mme le Maire : parce que le 20 juin 2017, des suppléants ont été désignés, ce qui n'était pas le cas précédemment. Aujourd'hui, il y a des suppléants, notamment sur la liste de "Fonsorbes citoyenneté". Nous n'imaginions pas nous retrouver aujourd'hui dans cette configuration. Pour autant, il y avait des suppléants sur la liste de "Fonsorbes Citoyenneté", et il est prévu que ce soient les suppléants de la liste majoritaire, dans la mesure où il n'y avait pas de suppléant sur la liste "Fonsorbes Source d'Avenir". Nous n'avons pas inventé de règle, M. Pilet.

M. Pilet : non. Ce que vous proposez aujourd'hui est dans le cadre de la loi ...

Mme le Maire : ... c'est parfaitement légal, nous sommes d'accord ...

M. Pilet : ... c'est pour cela que j'ai fait le préambule de la pluralité des différents groupes. Vous êtes dans votre droit de faire ce que vous faites aujourd'hui, il n'y a pas de problème. Après, c'est pour éviter ce que l'on reproche par exemple au Muretain Agglo où toute l'Opposition est éliminée ...

Mme le Maire : ... non, nous ne voulons faire éliminer personne ...

M. Pilet : ... je l'espère. Je fais volontairement des références pour espérer que nous puissions le traiter autrement.

Mme le Maire : je voulais vous rappeler quand même, M. Pilet, que vous aviez un représentant de votre liste au sein du Conseil d'Administration du CCAS et que ce monsieur a brillé par son absence. Donc, la pluralité y était. Rien ne m'obligeait à ce moment-là de désigner un membre de votre liste comme appartenant à la société civile siégeant comme administrateur.

M. Pilet : il n'y a pas de problème de ce côté-là. Là, nous parlons de désigner des Conseillers Municipaux au Conseil d'Administration, ce n'est pas la même chose pour moi.

M. Mailhé : outre la pluralité, ce qu'il s'est passé pour nous dans notre cas, c'est que tout est allé très vite. Nous en avons discuté, nous l'avons vu ensemble. Aussi, y a-t-il une possibilité de remettre ce point au prochain Conseil Municipal afin d'avoir un moment de réflexion ? Car en trois jours, nous ne pouvons pas décider de tout.

Mme le Maire : si vous êtes d'accord, nous validons tel quel aujourd'hui, de façon à ce que Mme Lacoste puisse prendre sa place au sein du CCAS, puisqu'il faut revoter au sein du Conseil d'Administration du CCAS. Nous remettons donc ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal.

M. Mailhé : je pense, oui. Parce qu'en allant trop vite, nous allons faire des erreurs.

Mme le Maire : d'accord. Je vous propose donc de valider aujourd'hui la nomination de Mme Lacoste, et puis nous en reparlerons le 28 juin.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de prendre acte de la nouvelle liste des administrateurs du Conseil d'Administration du CCAS.

VOTE	Pour :	30
	Contre :	0
	Abstention :	2 (Mme Rangoly –par procuration- et M. Pilet)

10 - NOUVELLE CONSEILLÈRE COMMUNAUTAIRE SUITE A LA DÉMISSION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE (délibération n° 2018-104)

Mme le Maire : l'article L 273-10 du Code Electoral prévoit "Lorsque le siège d'un Conseiller Communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu Conseiller Municipal ou Conseiller d'Arrondissement suivant sur la liste des candidats aux sièges de Conseiller Communautaire sur laquelle le Conseiller à remplacer a été élu".

En l'occurrence, il s'agit de Mme CALVO Marie-Louise. Elle devient donc notre nouvelle Conseillère Communautaire, qui sera accueillie demain soir à l'occasion du Conseil Communautaire qui se tiendra à Fonsorbes. Là aussi, nous ne faisons qu'appliquer le règlement.

Mme le Maire demande au Conseil Municipal d'acter la désignation de la nouvelle Conseillère Communautaire, Mme CALVO Marie-Louise.

VOTE	Pour :	32
	Contre :	0
	Abstention :	0

11 - MODIFICATION DE LA DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS AUX COMMISSIONS DU MURETAIN AGGLO SUITE A LA DÉMISSION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE (délibération n° 2018-105)

Mme le Maire : par délibération du 4 mai 2017, nous avons désigné les Conseillers Municipaux suivants pour représenter la commune au sein des 5 commissions créées par le Muretain Agglo :

- Développement/Mobilités : M. BAË Jean-Philippe
- Services à la personne : Mme MALET Laëtitia
- Finances/Ressources : Mme KRIER Christine
- Développement durable/Valorisation des déchets : Mme DE COUX Valérie
- Voirie/Aménagement : M. MARIN Pierre

Aussi, en raison de la démission de Mme KRIER Christine, il convient de désigner un nouveau Conseiller Municipal pour représenter la commune au sein de la commission "Finances/Ressources" du Muretain Agglo. Il paraît tout à fait naturel qu'il s'agisse de Mme DE COUX Valérie.

En conséquence, il est également proposé de désigner un nouvel Elu pour la commission "Développement durable/Valorisation des déchets" pour remplacer Mme DE COUX Valérie ; nous proposons la candidature de Mme VITET Martine. Avez-vous un autre candidat à proposer ?

Aucune autre candidature n'étant proposée, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de procéder au vote à main levée.

De plus, Mme KRIER Christine avait été désignée représentante au sein de la CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées) par courrier du 10 février 2017. Aussi, la nouvelle représentante est Mme DE COUX Valérie.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de modifier la composition des commissions "Finances/Ressources" et "Développement durable/Valorisation des déchets" du Muretain Agglo comme indiqué ci-dessus.

VOTE	Pour :	25
	Contre :	0
	Abstention :	7 (Mmes Dubois et Rangoly -par procuration- et MM. Gaubert, Lalanne, Perrot, Peter et Pilet)

12 - DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU DÉLÉGUÉ TITULAIRE POUR REPRÉSENTER LA COMMUNE AU SEIN DU SMEA-RÉSEAU 31 SUITE A LA DÉMISSION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE (délibération n° 2018-106)

Mme le Maire : suite à la démission de Mme KRIER Christine, il convient de désigner un nouveau Conseiller Délégué Titulaire pour représenter la commune au sein du SMEA-RÉSEAU 31 (Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne). Pour ce faire, l'élection doit se dérouler au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Le groupe Majoritaire "Fonsorbes Citoyenneté", présente la candidature de Mme VITET Martine.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Les groupes "Agir pour Fonsorbes", "Fonsorbes l'Humain d'Abord" et "Fonsorbes Source d'Avenir" ne présentent aucune candidature.

Mme le Maire : M. Perrot, M. Mailhé, si vous voulez bien être de nouveaux assesseurs. Nous devons voter à bulletins secrets, c'est obligatoire.

M. Perrot et M. Mailhé sont donc désignés assesseurs.

Il est donc procédé, à bulletins secrets, à l'élection du nouveau Délégué Titulaire pour représenter la commune au sein du SMEA-RÉSEAU 31.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de votants : 32
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 32
- Nombre de bulletins blancs : 7
- Nombre de bulletins nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 25
- Majorité absolue : 13

Mme VITET Martine a obtenu 25 voix. Ayant donc obtenu la majorité absolue, elle est désignée Déléguée Titulaire pour représenter la commune au sein du SMEA-RÉSEAU 31.

13 - DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU DÉLÉGUÉ TITULAIRE POUR REPRÉSENTER LA COMMUNE AU SEIN DU SIECT SUITE A LA DÉMISSION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE (délibération n° 2018-107)

Mme le Maire : suite à la démission de Mme KRIER Christine, il convient de désigner un nouveau Conseiller Délégué Suppléant pour représenter la commune au sein du SIECT (Syndicat Intercommunal des Eaux des Coteaux du Touch). Pour ce faire, l'élection doit se dérouler au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Le groupe Majoritaire "Fonsorbes Citoyenneté", présente la candidature de Mme CANTIÉ Micheline.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Les groupes "Agir pour Fonsorbes", "Fonsorbes l'Humain d'Abord" et "Fonsorbes Source d'Avenir" ne présentent aucune candidature.

M. Perrot et M. Mailhé sont désignés assesseurs.

Il est donc procédé, à bulletins secrets, à l'élection du nouveau Délégué Suppléant pour représenter la commune au sein du SIECT.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de votants : 32
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 32
- Nombre de bulletins blancs : 8
- Nombre de bulletins nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 24
- Majorité absolue : 13

Mme CANTIÉ Micheline a obtenu 24 voix. Ayant obtenu la majorité absolue, elle est désignée Déléguée Suppléante pour représenter la commune au sein du SIECT.

Mme le Maire : les Délégués Titulaires sont M. LERAT et Mme VITET et les Délégués Suppléants sont Mme CANTIÉ et M. LALANNE.

M. Pilet : excusez-moi, cela n'a rien à voir, mais vous nous aviez dit, lors du dernier Conseil Municipal, que vous nous feriez un retour sur le SIECT.

Mme le Maire : c'est prévu pour le 28 juin prochain.

14 - DEMANDE D'UNE SUBVENTION DE PROJET DE L'ASSOCIATION Avenir FONSORBAIS VOLLEY-BALL POUR LE PROJET BEACH VOLLEY (délibération n° 2018-108)

M. Chouard, Adjoint délégué au secteur "vie associative-animation de la commune" : l'association Avenir Fonsorbaïs Volley-Ball a formulé une demande de subvention de projet pour l'organisation du "Beach Volley", du 2 au 15 juillet 2018 et du 20 au 31 août 2018, qui a lieu pour la 4^{ème} année. La demande porte sur un montant de 1 500 €, pour un montant total de dépenses de 2 500 €.

Aussi, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 1 000 €. Pour rappel, le montant de la subvention accordée en 2017 pour l'organisation de l'animation "Volley pour Tous" s'élevait également à 1 000 €.

Je rappelle que cette manifestation concerne tout le monde, pas uniquement les enfants. Pour ces derniers, c'est essentiellement en journée, naturellement, mais le vendredi soir il y a une session pour adultes. C'est totalement gratuit et totalement libre, sans inscription, vous pouvez vous y rendre sans aucun souci.

Mme le Maire : le dossier a été présenté en commission des finances. Avez-vous des questions ?

M. Pilet : une remarque : si j'ai bien vu, sur le dossier de demande de subvention, il est question aussi de demander d'autres subventions, pour lesquelles ils n'avaient pas de retour. Si éventuellement ils n'ont pas le retour de subventions, et qu'ils sont en difficulté pour boucler leur budget, pourront-ils revenir vers la municipalité pour être épaulés ?

M. Chouard : oui, à voir.

Mme le Maire : sur le fond, compte-tenu de ce qui est proposé et de l'adhésion d'un grand nombre de jeunes sur les étés précédents, il n'y a pas de raison que nous ne les soutenions pas.

M. Chouard : déjà, il faut que nous réglions un problème : pour l'instant, ce n'est pas trop un "beach volley", c'est une plage ...

Mme le Maire : ... avec beaucoup d'eau, la marée est haute.

M. Chouard : il y a une quantité d'eau incroyable, nous avons juste à espérer que le mois de juin ne soit pas comme le mois de mai.

Mme le Maire : le terrain est bâché, mais comme vous avez pu le constater, c'est une grosse mare aujourd'hui.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de projet d'un montant de 1 000 € à l'association Avenir Fonsorbaï Volley-Ball pour l'organisation du "Beach Volley".

VOTE	Pour :	32
	Contre :	0
	Abstention :	0

15 - MODIFICATION DE LA TARIFICATION DES ENTRÉES AUX SPECTACLES (délibération n° 2018-109)

M. Rivier, Conseiller délégué à la culture : nous prévoyons une évolution de la programmation culturelle, avec une manifestation plus importante une fois par an, et donc avec un coût qui dépassera les 5 000 €.

Pour 2018, Nadia ROZ, humoriste et comédienne, révélation du Marrakech du Rire en 2015, viendra le 7 octobre.

Aussi, nous vous proposons de modifier la tarification des entrées aux spectacles. Celle-ci a été établie par délibération du 18 décembre 2014, et modifiée les 22 octobre 2015 et 17 janvier 2018. Elle est donc à ce jour la suivante :

Coût de revient inférieur ou égal à 1 500 € (prestation des artistes et coût de location de matériel, hébergement, etc)

- Plein tarif : 5,00 €
- Tarif réduit* : gratuité

Coût de revient supérieur à 1 500 € (prestation des artistes et coût de location de matériel, hébergement, etc)

- Plein tarif : 10,00 €
- Tarif réduit* : 5,00 €
- gratuité pour les mineurs âgés de 12 ans maximum (délibération du 17 janvier 2018)

* tarif réduit : enfants mineurs (de 13 à 17 ans), étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap, bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) et du RSA (sur présentation du justificatif)

Il est donc proposé d'ajouter une nouvelle tarification, à savoir :

Coût de revient supérieur à 5 000 € (prestation des artistes et coût de location de matériel, hébergement, etc)

- Plein tarif : 20,00 €
- Tarif réduit* : 10,00 €
- gratuité pour les mineurs âgés de 12 ans maximum

M. Gaubert : comme je l'ai exprimé en commission des finances, nous sommes d'accord pour une montée en grade au niveau des spectacles, mais attention à ne pas franchir le seuil psychologique. Il semble que 20 €, exception faite des populations plus fragiles qui bénéficieront du tarif réduit, nous pouvons imaginer que cela puisse être un frein pour une famille de déboursier entre 50 et 60 € pour un spectacle, même s'il est de bon niveau. Alors, attention. Nous voterons "pour" dans la mesure où effectivement nous comprenons que rien n'est gratuit, et qu'un spectacle de qualité se paye. Mais, au-delà de cela, attention à ne pas franchir ce seuil psychologique qui limiterait le nombre de public potentiel par un frein financier.

M. Mailhé : oui, je trouvais intéressant que nous puissions monter en grade dans les spectacles à Fonsorbes parce que nous sommes à 12 000 habitants, il y a sûrement une demande. Je reviens à ce que disait M. Gaubert : si nous prenons une famille de 2 parents et de 2 adolescents âgés de plus de 12 ans, cela fait quand même 60 € à déboursier pour une famille qui irait voir un spectacle. Ne pourrions-nous pas aussi penser à un tarif "famille", c'est-à-dire faire un geste pour une famille de 4 personnes ?

Mme le Maire : c'est difficile à mettre en place.

M. Mailhé : c'est difficile, je sais, mais 60 € c'est difficile à sortir aussi pour une famille modeste.

Mme le Maire : pour autant, il est bien évident que sur des spectacles, comme celui prévu le 7 octobre, estimés autour de 12 000 €, entre ce qui sera à payé à l'artiste et les équipements exigés, c'est la commune qui financera largement le spectacle.

M. Mailhé : oui, je l'entends, c'était juste pour faire profiter à ces familles qui ne peuvent pas sortir tout le temps.

M. Lascret, du groupe Majoritaire : a-t-on connaissance du coût de ce type de spectacle dans d'autres salles ?

Mme le Maire : oui.

M. Chouard : j'ai regardé rapidement, puisque c'est une artiste qui commence à être connue, qui tourne beaucoup un peu partout, y compris en Suisse, en Belgique. Les tarifs en Suisse, c'est 48 €, les tarifs en France se situent entre 35 et 40 €. Pourquoi vous proposons-nous cette tarification ? C'est parce que, lorsque nous regardons un petit peu les salles où elle passe, il s'agit de véritables salles de spectacles avec des vrais fauteuils de cinéma, et autres. Les gens payent donc 35 €, ce qui nous paraissait quand même un peu élevé par rapport à notre salle. 20 € nous paraissaient donc un tarif raisonnable. Mais les prix moyens sont plus au-delà de 30 €.

M. Perrot : pour cette tarification de 20 €, d'accord, vous avez doublé le plein tarif. Par contre, nous pourrions faire un geste aussi en terme de tarifs réduits, de le laisser à 5 €. Parce que les personnes qui en bénéficient, financièrement parlant, sont peut-être un peu justes.

Mme le Maire : oui, pourquoi pas. Personnellement, je ne vois pas d'inconvénient à cette proposition.

M. Pilet : je vais commencer par me répéter, chaque fois que nous abordons la culture, pour d'abord remercier, féliciter le service culturel de la commune qui fait un travail que nous trouvons remarquable et qui a déjà une programmation, une animation sur la commune qui sont importantes. Je crois qu'il faut le rappeler et le redire chaque fois qu'il y en a l'occasion.

Mme le Maire : pour rebondir là-dessus, M. Pilet, s'il y a cette programmation-là, c'est bien parce que la commune a fait le choix politique d'améliorer la qualité des spectacles. Nous donnons les moyens au service culturel de porter des spectacles de ce niveau-là.

M. Pilet : oui. Je ne parlais pas que des spectacles, je parlais de l'ensemble de l'action du service culturel de la commune, puisqu'il y a des choses proposées autour du jeu, autour de rencontres, cela va au-delà des spectacles me semble-t-il. Je trouve que, depuis de très nombreuses années, ce sont des choses de qualité et je le souligne. Il y a derrière aussi des agents communaux qui s'investissent, qui ont toujours de très bonnes idées, de bonnes initiatives et je crois que c'est important chaque fois de le répéter.

En commission culture, j'ai régulièrement demandé quel était le projet culturel de la commune. J'aimerais que nous arrivions à le connaître, à le savoir : quel est l'intérêt d'organiser des grands spectacles comme ça ? Là, j'ai compris qu'il y en avait un, mais en commission il a été dit qu'il pourrait y en avoir plusieurs. Comment ça s'intègre dans ce qui est déjà fait ? Et pourquoi veut-on faire des spectacles comme ça ? Nous pouvons concevoir qu'il y ait un ou deux spectacles, cela peut être intéressant, dynamique, cela fait connaître la ville, les avantages sont multiples, mais la question qui nous occupe est "quel est le projet culturel de la commune ?" Et qu'est-ce qu'on veut faire ? Parce qu'il faut faire attention à ne pas devenir simple organisateur de spectacles, avec tous les risques que cela encoure, puisque, plus nous faisons venir des spectacles qui ont un prix élevé, plus le risque, si la salle n'est pas remplie, que cela retombe sur la commune, qu'il faille assumer les pertes. Là, ce sont des risques qui me semblent mesurés, ce n'est pas le propos, mais il faut l'avoir en tête. Surtout qu'à côté, régulièrement autour de cette table, on va chipoter pour des petites subventions de 200 ou 300 €. Et là, on fait des efforts, qui peuvent s'entendre, mais je veux le mettre en perspective, puisque cela va aussi expliquer notre vote.

La dernière chose par rapport à la proposition que fait M. Perrot, celle de réduire le tarif réduit ; nous y souscrivons pleinement puisque l'autre chose c'est que, malheureusement, il y a beaucoup de gens sur notre commune qui n'ont pas assez accès à ces spectacles. Nous espérons donc qu'il y aura les mêmes initiatives qui soient faites avec le service social de la commune, en permettant à des gens de venir et d'être invités autour d'activités et de projets. Donc, nous, sur ce vote-là, nous nous abstiendrons en espérant que nous puissions avoir ce débat et cette discussion autour du projet culturel de la commune. Merci.

Mme le Maire : le projet culturel de la commune, c'est la culture pour tous, avec des choix de spectacles divers et variés, de façon à ce que chacun puisse se retrouver dans le spectacle qui l'intéresse. Tout le monde n'est pas intéressé par l'humour, tout le monde n'est pas intéressé par la musique que nous proposeront les parachutistes, avec tout ce qu'ils vont pouvoir jouer derrière puisque le panel est très large, nous sommes largement au-delà de la musique militaire, tout le monde n'aime pas le Gospel. L'objectif, aujourd'hui, c'est d'essayer de satisfaire petits et grands sur des spectacles effectivement différents. Nous commençons ainsi, nous partons de loin, en terme de programmation culturelle sur Fonsorbes. Je crois que cela ne se fait pas du jour au lendemain, il faut rester le plus large possible pour essayer de toucher le plus grand monde possible. Après, peut-être serons-nous en capacité de porter une programmation plus spécifique, plus axée sur tel ou tel type de spectacle. Aujourd'hui, arrivons à faire venir du monde, à faire venir des Fonsorbais profiter de l'offre culturelle qui leur est faite ; et après, si nous sommes en capacité de le faire, nous nous orienterons vers une programmation qui peut-être restera large avec une orientation spécifique sur tel ou tel type de programmation. Aujourd'hui, c'est cela : donnons envie aux Fonsorbais de fréquenter la salle du Trépadé, ou la salle de cinéma lorsqu'il s'agit de spectacles à effectifs plus réduits. Qu'ils viennent sur Fonsorbes, qu'ils

viennent voir ce qu'il se passe dans leur ville. Je ne pense pas que l'aspect gratuit entre en ligne de compte parce que nous voyions bien, lorsque les spectacles étaient gratuits, qu'il n'y avait pas plus de monde pour autant, il y en avait même moins. Donc, je ne pense pas que la gratuité soit forcément garante de fréquentation. Par contre, la gratuité y est pour les populations qui le nécessitent. Quant à la proposition de M. Perrot, celle de maintenir le tarif réduit à 5 €, je suis parfaitement d'accord.

M. Gaubert : pour compléter, la gratuité indique que c'est la collectivité qui paye.

Mme le Maire : oui.

M. Gaubert : c'est-à-dire pour tous les Fonsorbais.

Mme le Maire : oui, c'est cela.

Si vous le voulez bien, je mets donc aux voix la proposition qui a été faite, à savoir :

Coût de revient supérieur à 5 000 € (prestation des artistes et coût de location de matériel, hébergement, etc)

- Plein tarif : 20,00 €
- Tarif réduit : 5,00 €
- gratuité pour les mineurs âgés de 12 ans maximum

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de modifier la tarification pour les entrées aux spectacles telle que définie ci-dessus.

VOTE	Pour :	30
	Contre :	0
	Abstention :	2 (Mme Rangoly -par procuration- et M. Pilet)

Départ de Mme BOBO Françoise à 20 h 20

Nombre de membres	Présents : 27	Votants : 31
-------------------	---------------	--------------

16 - TARIFICATION DU MINI-SÉJOUR 2018 ORGANISÉ PAR LE SERVICE JEUNESSE (délibération n° 2018-110)

Mme Lacoste, Adjointe déléguée au secteur "affaires scolaires-enfance-jeunesse" : comme je vous l'ai expliqué en commission des finances et en commission scolaire, je vous propose un tarif pour le mini séjour organisé pour cet été par le club préados, qui aura lieu les lundi 28 et mardi 29 août. 36 enfants partiront au Mas d'Azil pour une visite, ils iront voir un souffleur de verre et le lendemain, après une nuitée sous tente, ils feront du rafting. Aussi, comme je vous l'avais expliqué lors des deux commissions, le tarif se décompose de la façon suivante : 2 journées "sortie" issues du tarif du club préados, que nous avons voté en septembre, auxquelles nous ajoutons le prix d'une nuitée estimée à 25 €.

Aussi, il est proposé la tarification suivante :

QUOTIENTS FAMILIAUX	TARIF PLEIN	TARIF CAF DÉDUITE
Fonsorbais		
Tranche 1 - QF ≤ 400	49,20 €	39,20 €
Tranche 2 - 401 < QF ≤ 600	56,50 €	48,50 €
Tranche 3 - 601 < QF ≤ 800	60,70 €	48,70 €
Tranche 4 - 801 < QF ≤ 1 300	63,00 €	
Tranche 5 - 1 301 < QF ≤ 1 700	68,20 €	
Tranche 6 - 1 701 < QF ≤ 2 000	70,30 €	
Tranche 7 - QF > 2 001	75,00 €	
Personnel Mairie	56,60 €	
Extérieurs	85,00 €	

Mme le Maire : avez-vous des questions ?

M. Pilet : non, pas une question, mais une remarque. Lors de la commission scolaire, nous avons pu étudier ce projet avec un budget, c'était quelque chose, en l'occurrence que nous, nous réclamions, depuis longtemps, donc cela a permis de faciliter la décision. Je voulais donc remercier la commission, mais mes remerciements sont aussi exprimés dans le sens du Conseil puisque cela permet d'avoir un éclairage, de prendre une décision de manière plus avisée. Donc merci de l'effort qui a été fait.

Mme le Maire : sachant que le détail a été donné en commission des finances.
Avez-vous d'autres remarques ? *Aucune autre remarque n'est soulevée.*

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer la tarification ci-dessus définie pour le mini-séjour organisé au Mas d'Azil par le service jeunesse pour les 28 et 29 août 2018.

VOTE	Pour :	31
	Contre :	0
	Abstention :	0

17 - GARANTIE D'EMPRUNT SOLLICITÉE PAR LA SA COLOMIERS HABITAT POUR LA RÉSIDENCE SITUÉE PLACE MARYSE BASTIÉ - ACQUISITION EN VEFA DE 5 LOGEMENTS (délibération n° 2018-111)

Mme le Maire : la SA Colomiers Habitat a sollicité la ville pour une garantie d'emprunt dans le cadre de l'acquisition en VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement) de cinq logements à la résidence située place Maryse Bastié, à savoir :

Prêts relatifs à la construction

- PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)
Le montant à garantir est de 93 500,00 €, soit à hauteur de 50 % du montant total (187 000,00 €)
- PLUS (Prêt Locatif à Usage Social)
Le montant à garantir est de 124 000,00 €, soit à hauteur de 50 % du montant total (248 000,00 €)

Prêts relatifs à la charge foncière

- PLAI Foncier :
Le montant à garantir est de 43 000,00 €, soit à hauteur de 50 % du montant total (86 000,00 €)
- PLUS Foncier :
Le montant à garantir est de 61 500,00 €, soit à hauteur de 50 % du montant total (123 000,00 €)

Le Muretain Agglo garantira ce même montant, soit également à hauteur de 50 % du montant total de l'opération. Avez-vous des questions ?

M. Gaubert : donc, avant, la commune garantissait à 100 % ?

Mme le Maire : oui.

M. Gaubert : maintenant, c'est partagé, c'est 50 % pour la commune et 50 % pour l'intercommunalité ?

Mme le Maire : oui, c'est cela.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal que la commune accorde sa garantie d'emprunt à la SA Colomiers Habitat pour l'opération ci-dessus décrite, selon les conditions énoncées.

VOTE	Pour :	31
	Contre :	0
	Abstention :	0

18 - BUDGET PRINCIPAL "COMMUNE" - DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 (délibération n° 2018-112)

Mme le Maire : lors du Conseil Municipal du 29 mars 2018, pour le vote du Compte Administratif 2017 et du Compte de Gestion, des explications avaient été données sur les écritures comptables relatives aux transferts de compétences et à la dissolution du SIVOM du canton de Saint-Lys. Cette Décision Modificative n° 1 porte principalement sur cette régularisation que devait établir la Trésorerie de Saint-Lys.

Il a été envoyé, avec la convocation du Conseil Municipal, le courriel de la Trésorerie qui explique la régularisation à faire en rapport avec la dissolution du SIVOM du canton de Saint-Lys, ainsi que la régularisation d'un prêt du Département en rapport avec le SMEA/RÉSEAU 31. En effet, le prêt du Département n'avait jamais été sorti de l'actif de la commune par la Trésorerie de Saint-Lys.

Étaient également jointes à la convocation du Conseil Municipal la Décision Modificative en version Sous-Préfecture et, pour simplifier, la Décision Modificative en version tableur.

Tout d'abord, il convient de constater la sortie des prêts du SIVOM du canton de Saint-Lys et du SMEA-RÉSEAU 31 par un jeu d'écriture entre les comptes de classe 16 et les comptes de classe 27. Nous sommes sur des données très techniques et administratives.

Ensuite, il faut constater dans l'actif de la commune de Fonsorbes la voirie créée par le SIVOM du canton de Saint-Lys par un jeu d'écriture entre le compte de classe 21 et le compte de classe 27.

Enfin, il conviendra de transférer cette voirie au Muretain Agglo.

Il vous est donc proposé d'approuver la Décision Modificative n° 1 du budget principal "commune".

Avez-vous des questions ?

M. Pilet : je voulais savoir qui payait les emprunts à l'Etat, puisque les jeux d'écriture correspondent à des emprunts, donc qui les payait ? Les tableaux d'amortissement, puisqu'il y a des mouvements qui sont faits, cela impacte les tableaux amortissements. L'implication sur le budget étant sur la partie fonctionnement qu'investissements, qui va récupérer les acquisitions des emprunts, on est juste sur la voirie ? ...

Mme le Maire : ... nous sommes juste sur des jeux d'écriture, M. Pilet ...

M. Pilet : ... oui, mais ces jeux des écritures, excusez-moi, correspondent à des réalités, ce n'est pas virtuel. Donc là, vous avez répondu, vous avez dit que la voirie doit passer au Muretain Agglo sur une partie. Et ensuite, ...

Mme le Maire : ... je ne sais pas ce que vous cherchez ...

M. Pilet : ... juste, la dernière question est : est-ce que cela va impacter les ratios de la commune ?

Mme le Maire : alors, je ne sais pas ce que vous cherchez, M. Pilet, vous avez envoyé un mail à la Sous-Préfecture, nous vous avons lu la lettre signée par Mme le Sous-Préfet ; malgré ce courrier signé de la main de Mme le Sous-Préfet, vous avez relancé la Préfecture en demandant je ne sais quoi, derrière nous vous avons envoyé le courrier établi par la Trésorerie de Saint-Lys, et là vous êtes toujours en train de chercher des "poils sur les œufs" ...

M. Pilet : ... non, excusez-moi, je cherche à comprendre : il y a eu des erreurs d'écritures, d'un montant conséquent, je cherche à comprendre, à savoir les impacts que cela peut avoir, les incidences ...

Mme le Maire : ... mais il n'y en a pas. Je ne comprends pas quelle est votre démarche ...

M. Pilet : ... vous me dites ...

Mme le Maire : ... la Préfecture vous a-t-elle répondu ?

M. Pilet : j'attends des réponses, j'ai posé des questions ...

Mme le Maire : ... les réponses, vous les avez eues, puisque vous avez eu les écrits. Qui est le mieux placé ici ? Nous avons l'avis de l'Etat, par le biais de Mme le Sous-Préfet qui valide l'honnêteté du budget et le fait que nous pouvions le monter avec le Compte Administratif et les Comptes de Gestion tels qu'ils étaient. Derrière, nous avons la correction apportée par la DGFIP, et vous, vous êtes toujours là à poser des questions. Mais c'est bien ce que disais, c'est malsain.

M. Pilet : je vous laisse à ces propos ...

Mme le Maire : ... je ne sais pas ce que vous cherchez ...

M. Pilet : ... non, je cherche à comprendre. Si, lors de la commission des finances, je n'avais pas évoqué qu'il y avait une différence entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion sur le montant des emprunts, nous ne l'aurions pas su, j'ai vu que depuis le 29 ...

Mme le Maire : ... là, M. Pilet, excusez-moi, je ne peux pas vous laisser dire ...

M. Pilet : ... oui, oui, vous ne pouvez pas me laisser dire, je le dis quand même.

Mme le Maire : dites-le ...

M. Pilet : ... si je n'avais pas posé les questions, et d'ailleurs ça va me permettre de remercier à mon tour Mme Krier puisque elle avait reconnu qu'il y avait ces erreurs ...

Mme le Maire : ... mais bien sûr, cela fait des années, M. Pilet, que nous le disons, qu'il faut corriger les écritures ...

M. Pilet : ... à ma connaissance, ce que je trouve intéressant, positif, je reviens là-dessus, c'est que depuis le 29 mars, sur les engagements de la Trésorerie, des premières corrections sont faites, puisque c'est proposé aujourd'hui. Il n'empêche que moi je veux mesurer quelles sont les conséquences, les incidences, l'impact sur la commune, je ...

Mme le Maire demande au Directeur Financier, de bien vouloir répondre à M. Pilet.

Le Directeur Financier : plusieurs questions ont été posées, je vais donc essayer de répondre à toutes. La première question que vous avez posée porte sur le prêt de l'Etat : il n'y a pas en soi de prêt de l'Etat. Il y a un prêt du Département, transféré depuis 2010 au SMEA 31, ce prêt est réglé depuis le 1^{er} janvier 2010 par le SMEA-RÉSEAU 31, il n'y a donc pas de problème de ce côté-là.

Ensuite, vous avez parlé des ratios, est-ce qu'il y a un impact sur les ratios de la collectivité ? : non, il n'y aura pas d'impact sur les ratios de la collectivité étant donné que les prêts ont été sortis au moment des transferts de chaque compétence, c'est-à-dire que chaque fois qu'un prêt a été transféré au Muretain Agglo, ou au SMEA-RÉSEAU 31, il a été sorti de nos comptes.

Vous avez posé la question sur les erreurs d'écritures : non, il n'y a pas eu d'erreurs d'écritures parce que, sur les comptes de la collectivité, les écritures ont été faites. C'est au niveau de la Trésorerie de Saint-Lys que la régularisation des écritures n'avait pas été faite. Donc, lorsque vous prenez un Compte Administratif, vous avez un état de la dette qui est correct, si vous prenez un Compte de Gestion, vous avez un état de la dette qui est "surélevé", va-t-on dire. Donc, au niveau de ces erreurs d'écriture, elles ont été relevées depuis 2015,

2015 a été l'année où j'ai été mis à disposition du SIVOM du canton de Saint-Lys afin de pouvoir entamer la clôture du SIVOM du canton de Saint-Lys, pas uniquement moi, mais plusieurs personnes ont été mises à disposition pour entamer la clôture.

Donc, lors des différentes étapes établies en 2015 et 2016, nous avons découvert tout cela. A l'époque, ce n'était pas la Trésorière actuelle, c'était M. Rouch. Nous avons envoyé des courriers écrits signés de Mme Krier, vous les avez vus lors des Conseils précédents, nous avons envoyé des mails de relance, et à chaque fois la réponse était "on envoie là-haut", c'est-à-dire à Bercy. Ils attendaient une réponse de la Direction Générale des Finances Publiques qui, aujourd'hui, s'est accélérée jusqu'au mail que vous avez lu, transmis avec la convocation de l'ordre du jour d'aujourd'hui, mail de la Direction Régionale des Finances Publiques, à savoir le Trésorier de Saint-Lys, qui explique les régularisations. C'est pour cela que vous avez une Décision Modificative à 5 M €.

M. Pilet : juste une précision, ce n'est pas pour pinailler. Ce n'est pas moi qui ai évoqué les erreurs d'écriture, c'est la Trésorerie, je reprends son terme justement pour éviter tout amalgame, que l'on ne nous accuse pas d'autre chose. Moi, j'ai juste soulevé qu'il y avait des différentiels d'écritures. Je voyais sur le Compte Administratif tel montant, notamment sur l'emprunt, et tel montant sur le Compte de Gestion. Normalement, il faut que cela corresponde, nous voyons bien que ce doit être le cas puisque tout cela va être régularisé. Il me semble que nous allons dans le bon sens. Ce que je pourrais poser comme question, c'est pourquoi nous n'avons pas pu en parler avant puisque de ce que j'entends depuis le Conseil du 29 mars, c'est que ces différences d'écritures étaient relevées depuis 2015. À ma connaissance, de mon rôle d'Elu de la Minorité municipale, je m'en suis aperçu cette année ; après, on peut me reprocher de ne pas y avoir fait attention sur les autres années, je peux prendre cette critique sans problème. Mais il me semble normal que nous puissions, parce que ce ne sont pas des petites sommes, en parler et que la commune rectifie ses comptes.

Mme le Maire : c'est la méthode qui est utilisée, M. Pilet, c'est le fait d'interpeller directement Mme le Sous-Préfet sur une affaire que nous gérons ; vous nous auriez posé la question, nous vous aurions répondu. Vous jetez une suspicion qui ne se justifie pas, je l'ai dit, ni vis-à-vis de Mme Krier, ni vis à vis du Directeur Financier, ou des services, ni de moi-même. Tel que cela a été présenté, c'est le doute que vous avez semé sur l'honnêteté et la sincérité de notre budget. Vous dites ce que vous voulez M. Pilet, personnellement c'est ainsi que je l'ai ressenti. Nous n'allons pas refaire le débat ...

M. Pilet : ... non, nous n'allons pas le refaire ...

Mme le Maire : ... que nous avons déjà eu sur le sujet. Donc, est-ce que les réponses qui vous ont été faites vous satisfont ?

M. Pilet : à ce jour ...

Mme le Maire : ... parfait ...

M. Pilet : ... il y a des éclairages, je veux juste ...

Mme le Maire : ... très bien ...

M. Pilet : ... je veux juste finir. Quand j'ai quelque chose à dire, je le dis très clairement. Je n'ai laissé transparaître aucune insinuation, par contre beaucoup d'inquiétude et de questions. Que vous soyez vexée par la méthode que j'utilise en contactant les services de l'État, je peux l'entendre aussi. Mais, c'est dans mon droit d'Elu de la Minorité municipale de contacter les services d'Etat, et je vais continuer à faire des démarches parce que je veux avoir tous les éclairages pour bien comprendre la situation, en être sûr. Je continuerai parce que j'ai d'autres questions qui me taraudent, mais ça avancera, notamment sur le fait que vous le savez depuis 2015 et que ce n'est venu en débat au sein du Conseil Municipal et de la commission des finances que cette année ; et cela me pose une vraie question, parce que c'est quelque chose qui aurait dû être parlé depuis 2015.

Mme le Maire : l'important, me semble-t-il ...

M. Pilet : ... et j'espère que cette question-là, le fait que cela n'ait pas pu être parlé depuis 2015, puisque ce sont les comptes de la commune, interroge d'autres Élus autour de cette table ; j'espère bien.

Mme le Maire : l'important, M. Pilet, est que nous ayons été en capacité, les uns ou les autres, de relever qu'il y avait effectivement une anomalie, et de la faire remonter auprès des services concernés. C'est cela qui est important.

M. Pilet : c'est ce que j'ai dit, je crois avoir dit qu'il y a des choses qui vont dans le bon sens ...

Mme le Maire : ... donc, cela a été fait par la Majorité. Donc, conclusion, vous n'avez rien à reprocher, donc tout va bien et nous passons au point n° 19.

M. Pilet : votre conclusion, je ne la partage pas, je veux juste finir parce que je pense qu'il faut que nous votions. Je vais expliquer notre vote.

Mme le Maire : oui, nous allons voter. Vous allez expliquer votre vote, de façon brève M. Pilet.

M. Pilet : oui, cela va être très bref. Juste quand même, je trouve que cela va dans le bon sens, et, c'est ce que j'ai dit la première fois, c'est dans l'intérêt de la commune d'avoir des comptes justes ...

Mme le Maire : ... bien sûr ...

M. Pilet : ... vous n'êtes pas obligée d'être d'accord, mais je préfère le dire et que ce soit bien écrit.

Mme le Maire : c'est bien pour cela que nous faisons des comptes justes M. Pilet ...

M. Pilet : ... je n'ai accusé personne, et je n'ai pas fait de traits de caractère en disant des choses négatives. Je finis sur le vote : nous restons sur la logique du vote du 29 mars : nous ne participerons pas au vote.

M. Gaubert : j'explique notre vote : normalement, nous devrions nous abstenir puisque nous nous sommes abstenus pour le budget. Mais, étant donné le contexte, nous considérons plus que ce sont des écritures de régularisation. Donc, nous voterons "pour".

Mme le Maire : d'accord

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la Décision Modificative n° 1 du budget principal "Commune" telle qu'explicitée ci-dessus.

VOTE	Pour :	29
	Contre :	0
	Abstention :	0
	Ne participent pas au vote :	2 (Mme Rangoly -par procuration- et M. Pilet)

19 - MARCHÉ DE MISE A DISPOSITION D'UN VÉHICULE PUBLICITAIRE (délibération n° 2018-113)

Mme le Maire : un marché public a été lancé le 22 février 2018 pour la désignation d'une société en vue de la mise à disposition gratuite d'un mini-bus publicitaire 9 places. La date limite de dépôt des offres était le 14 mars 2018 ; une seule offre a été reçue, mais elle ne répondait pas aux besoins. Un courrier a donc été adressé au candidat lui indiquant que son offre était inappropriée.

Conformément aux dispositions de l'article 30-I-2° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il est possible de lancer une procédure négociée sans publicité, ni mise en concurrence suite à un marché infructueux.

Aussi, la société Infocom France (13400 Aubagne) s'étant présentée spontanément, il est envisagé de contractualiser directement avec elle.

Le prestataire se rémunérerait sur les recettes découlant de l'exploitation des publicités apposées sur le véhicule. La mise à disposition du véhicule serait donc conditionnée par l'obtention de financements. Le contrat serait conclu pour une durée maximum de 4 ans, divisée en 2 périodes publicitaires de 2 ans.

Aussi, il est proposé de retenir la société Infocom France (13400 Aubagne) pour le marché public de mise à disposition d'un mini-bus publicitaire 9 places, et en conséquence de signer ledit marché.

Le montant estimé des recettes sur 4 années pour la livraison d'un mini-bus 9 places peut être variable de 60 à 80 000 € maximums, en fonction du déroulement de la commercialisation.

Donc, pour ce qui concerne ce véhicule 9 places, l'idée serait, si tant est que la société arrive à trouver le montant de publicité suffisant pour le financer, de le mettre à disposition du service jeunesse, du CCAS, éventuellement des clubs sportifs, du CLAS, soit toutes les structures de la commune qui auraient l'usage d'un tel équipement que nous n'avons pas aujourd'hui. Avez-vous des questions ?

M. Gaubert : j'ai entendu que ce véhicule serait mis à disposition de certains services, mais qui le conduira ? Un agent municipal ? ...

Mme le Maire : ... en l'occurrence, il s'agit d'un véhicule avec un permis B. Ce sera donc le responsable du service qui sera en l'occurrence le chauffeur. Ce qui est le cas actuellement quand nous louons des véhicules, notamment pour le service jeunesse. La difficulté est qu'ils sont obligés d'aller les chercher chez le loueur. C'est donc le responsable de service ou l'animateur qui accompagne les enfants. Mais, classiquement, ce sont les responsables de services qui conduisent les véhicules en question.

M. Pilet, vous aviez une question ?

M. Pilet : oui, mais je crois que vous étiez en train d'y répondre, mais le Directeur Financier me parlait. C'était pour savoir à quoi cela allait-il servir ? Mais, j'ai bien compris que ce serait pour les services. Avez-vous aussi parlé des associations ?

Mme le Maire : oui.

M. Pilet : ensuite, sur le document, il est mentionné que c'est un contrat conclu pour 4 ans. Qu'en sera-t-il après ces 4 ans ?

Mme le Maire : déjà, signons pour 4 ans. Ensuite, nous verrons. Vous voulez savoir s'il sera donné à la commune ?

M. Pilet : oui.

Mme le Maire : non.

M. Pilet : cela reste un principe de leasing ...

Mme le Maire : ... non.

M. Mailhé : qu'en sera-t-il de l'entretien du véhicule ?

Mme le Maire : il sera à la charge de la collectivité. Cela dit, si c'est un véhicule neuf, ce sera le cas, nous pouvons espérer que l'entretien sera à moindre coût.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de confier le marché de mise à disposition d'un mini-bus publicitaire 9 places à la société Infocom France, et donc de signer ce marché avec cette dernière.

VOTE	Pour :	31
	Contre :	0
	Abstention :	0

Mme le Maire : en espérant que cela marchera.

20 - MODIFICATION DE LA CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTRÉE BL N° 347 SISE LIEU-DIT CACHAC (délibération n° 2018-114)

M. Marin, Adjoint délégué au secteur "aménagement du territoire-urbanisme-VRD-patrimoine communal" : une fois de plus, nous voyons en Conseil Municipal la cession de cette partie de parcelle située au lieu dit Cachac, parcelle BL 347. Au début, le propriétaire, M. FONTANEL Sergio, nous avait demandé la possibilité d'acheter la parcelle en triangle d'une superficie de 215 m², pour un montant déterminé à 22 575 € HT. Or, une fois que le géomètre est passé, il s'est aperçu que les limites du terrain n'étaient pas la clôture implantée sur le terrain, cette dernière étant sur une partie privée appartenant à la Société d'Aménagement du Domaine du Banayre. Nous ne pouvions donc pas vendre une bande de terrain, d'un peu moins de 3 mètres sur une vingtaine de mètres de long, qui est clôturée sur le domaine de Cachac, mais qui en fait n'appartient pas à la municipalité. Il a donc fallu soustraire cette superficie pour qu'elle soit vendue par son légitime propriétaire. Cette bande de terrain est de 71 m², ce qui fait que la commune n'est propriétaire que de 144 m² qu'elle va donc lui vendre, l'acquéreur se chargera d'acheter le reste auprès de la Société d'Aménagement du Domaine du Banayre. Nous allons donc vendre 144 m² au prix de 105 € HT le m², pour un montant total de 15 120 € HT. Je rappelle que cette cession n'est pas assujettie à la TVA. Par contre, les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de l'acquéreur, comme il avait été initialement prévu. Le plan était annexé à la convocation.

Mme le Maire : donc 105 € HT le m², soit un total de 15 120 € HT. Avez-vous des questions ? C'est un dossier que nous avons déjà vu plusieurs fois.

M. Pilet : oui, c'est pour cela. J'ai fait la remarque que, pour des dossiers d'urbanisme, nous sommes obligés d'y revenir plusieurs fois parce qu'il n'y a pas les bonnes mesures, il n'y a pas le bon document. Là, sur ce dossier, j'ai retrouvé quatre documents différents depuis que nous en parlons, avec des délimitations qui sont celles du géomètre. Rien qu'au niveau du cadastre, je suis allé voir, pour moi c'est la même parcelle.

Mme le Maire : c'est que le cadastre n'a pas été mis à jour, ce sont des choses qui arrivent.

M. Pilet : oui, mais je réfléchissais, nous réfléchissions, parce que je ne le fais pas tout seul, depuis quand il n'y avait pas eu un dossier d'urbanisme qui soit présenté ...

M. Marin : ... je vous rappelle que pour cette parcelle c'est la première fois que nous parlons de superficie. Toutes les autres fois, il avait été question du prix au m². Il faut faire les choses dans l'ordre, c'est ce que nous faisons à l'heure actuelle.

M. Pilet : je pense que j'avais évoqué la superficie, mais on m'avait expliqué que je ne comprenais rien. Ce que je comprends, c'est que cela fait je ne sais plus combien de fois que nous y revenons. Donc, là, les gens qui veulent acheter, je pense qu'ils doivent être aussi "fatigués", peut-être ...

Mme le Maire : ... ils ont découvert fort probablement qu'il y avait effectivement deux propriétaires puisqu'ils ne le savaient pas, nous ne le savions pas, et je pense que la Société d'Aménagement du Domaine du Banayre ne le savait pas non plus. C'est le travail du géomètre, il nous fait donc un état des lieux. Jusque là, le géomètre n'était pas passé.

M. Pilet : la clôture, qui est actuellement en place, sur quelle parcelle est-elle du coup ?

M. Marin : elle est sur une parcelle privée à l'heure actuelle.

Mme le Maire : ce qui appartient aujourd'hui à la commune, nous n'allons pas vendre ce qui ne nous appartient pas, c'est 144 m², donc actés par le géomètre. Nous vous proposons donc de les vendre pour un prix de 15 120 € HT.

M. Pilet : nous, nous allons nous abstenir, pas que nous soyons contre puisqu'au début nous étions pour, nous votions "pour", mais pour dénoncer ce fait que nous y revenons sans arrêt, que cela n'a pas été étudié très sérieusement. Là, j'allais faire la proposition, mais je n'en parle même pas, que nous puissions aller voir

sur place, les deux commissions, urbanisme et finances ...

Mme le Maire : ... mais le géomètre est passé. En fait, c'est son passage qui permet de définir la situation. Le cadastre, M. Pilet, c'est l'Etat qui doit le mettre à jour. Ce n'est pas la première fois, lorsque nous regardons le cadastre, que nous nous rendons compte qu'il n'est pas à jour.

M. Pilet : la première fois que nous en avons parlé, il y avait déjà un document ...

Mme le Maire : ... mettons-le au vote s'il vous plaît.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification de la cession d'une partie de la parcelle cadastrée BL n° 347 sise lieu-dit Cachac selon les explications ci-dessus apportées.

VOTE	Pour :	29
	Contre :	0
	Abstention :	2 (Mme Rangoly -par procuration- et M. Pilet)

21 - ACQUISITION DES PARCELLES SISES LIEU-DIT PISTOULET - SURFACES DÉFINITIVES APRÈS RELEVÉ DU GÉOMÈTRE (délibération n° 2018-115)

M. Marin : là aussi, pour la signature du sous-seing privé, nous avons envisagé d'acquérir, juste à la limite telle que c'était prévu. Les vendeurs ont préféré garder une bande de terrain supplémentaire. Il a donc fallu que le géomètre vienne et trouve la superficie exacte qui restait. Mais cela avait déjà été déterminé dans la première délibération, nous avons annoncé que la superficie était approximative :

- ↳ partie de la parcelle cadastrée BE n° 39, d'une superficie approximative de 11 570 m²
- ↳ partie de la parcelle cadastrée BP n° 111, d'une superficie approximative de 41 713 m² (les propriétaires conserveraient une bande de terrain en bordure de leur propriété).
 - soit un total d'environ 53 283 m², pour un montant de 1 225 509 €

A ce jour, le géomètre est passé, nous avons donc une superficie définitive. Donc, à l'heure actuelle, nous sommes en passe d'acquérir 53 591 m² au prix de 1 232 593 € :

- ↳ partie de la parcelle cadastrée BE n° 39 : 12 815 m²
- ↳ partie de la parcelle cadastrée BP n° 111 : 40 776 m²

Mme le Maire : avez-vous des questions ?

M. Gaubert : comment sera financé cet achat ?

Mme le Maire : par un emprunt.

M. Gaubert : vous n'avez pas d'autofinancement ?

Mme le Maire : il y a une grande partie d'autofinancement, nous l'avons vu dans le cadre du budget, mais une partie sera également financée par l'emprunt. Vu le montant d'investissements que nous avons prévus cette année, il est clair que l'autofinancement ne couvre pas l'intégralité des travaux ; sachant que tout ne se fera pas cette année. Il y aura bien entendu du reste à réaliser pour l'année prochaine.

Cette acquisition n'est pas soumise à la TVA, les frais notariés seront à la charge de la Mairie. Je vous rappelle que dans le cadre de la révision du PLU, cette parcelle, qui est aujourd'hui en 2Au, sera en 1Au, c'est-à-dire à urbaniser, définie comme étant dévolue au développement économique.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de modifier l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées BE n° 39 et BP n° 111 sises lieu-dit Pistoulet selon les conditions ci-dessus énoncées.

VOTE	Pour :	31
	Contre :	0
	Abstention :	0

22 - ENQUÊTE PUBLIQUE CONCERNANT LA CRÉATION DU NOUVEAU CIMETIÈRE

M. Marin : dans le cadre de la création du nouveau cimetière de Campardou, sur les parcelles cadastrées CB n° 40 et 43, l'enquête publique se déroulera du lundi 4 juin au vendredi 6 juillet 2018, conformément à l'arrêté municipal du 9 mai 2018.

M. CUSSAC Jean-Marc a été désigné Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif.

Le dossier d'enquête publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, seront déposés à la Mairie de Fonsorbes durant 33 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du lundi 4 juin au vendredi 6 juillet 2018.

Le Commissaire Enquêteur tiendra une permanence à la Mairie de Fonsorbes aux dates suivantes :

- mercredi 6 juin 2018 - de 9 h 00 à 12 h 00
- vendredi 22 juin 2018 - de 14 h 00 à 17 h 30
- lundi 2 juillet 2018 - de 9 h 00 à 12 h 00

Mme le Maire : il s'agissait juste d'une information. Le dossier avance, c'est une très bonne nouvelle pour la commune.

23 - DÉNOMINATION D'UNE VOIE DU SECTEUR HOURNES-PORTÉRÉNY (délibération n° 2018-116)

M. Marin : la nouvelle voie qui sera créée une fois que les immeubles seront faits, après le square de l'Aude, sera dénommée "rue du Square de l'Aude". Pourquoi "rue du square de l'Aude" ? C'est pour éviter que les gens qui habitent la résidence du Square de l'Aude aient à changer d'adresse. Cette rue ne fera que la petite longueur qui sera prochainement créée.

Mme le Maire : avez-vous des questions ?

Aucune question n'étant posée, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de dénommer la future voie qui sera créée sur le secteur Hournes-Portérény "rue du Square de l'Aude".

VOTE	Pour :	31
	Contre :	0
	Abstention :	0

24 - LE MURETAIN AGGLO

Mme le Maire : nous aurons une réunion de la commission intercommunalité jeudi soir, les trois sujets inscrits à l'ordre du jour sont les suivants :

- le schéma des pistes cyclables
- le pacte communautaire
- l'Établissement Public Foncier d'Occitanie

Nous en reparlerons à l'occasion du prochain Conseil Municipal.

M. Pilet : jeudi, ce ne sera que la commission ?

Mme le Maire : oui.

M. Pilet : d'accord. De ce que j'ai vu, il est important que tout le Conseil soit informé, mais vous venez d'y répondre.

Mme le Maire : c'est fait. Encore une question à laquelle j'ai répondu avant que vous ne la posiez.

M. Pilet : oui, mais sur les finances non, je vous avertis.

Mme le Maire : sur les finances, nous n'avons pas la même vision des choses, c'est clair.

Je vous rappelle que demain, le Conseil Communautaire se tiendra à Fonsorbes, à 18 h 30 salle du Trépadé. Vous êtes bien entendu tous invités à y assister, il sera public, l'information a été affichée.

25 - SMEA-RÉSEAU 31

Mme le Maire : l'enquête publique relative à la création du réseau de transfert de la station d'épuration Défi Aussonnelle se déroulera du lundi 18 juin au mercredi 11 juillet prochains dans les Mairies de la Salvétat Saint-Gilles, Plaisance du Touch, Fontenilles et Fonsorbes. Le dossier d'enquête sera consultable dans ces Mairies ou sur le site Internet de la Préfecture.

Le commissaire enquêteur assurera quatre permanences, en l'occurrence à Fonsorbes le 5 juillet - de 14 h 00 à 17 h 00

Juste pour information, nous aurons une réunion le 1^{er} juin où il sera question de l'état d'avancement des actions liées à la réalimentation de l'Aussonnelle. Ce sera à la station d'épuration de la Salvétat Saint-Gilles. Nous vous tiendrons informés des informations qui nous seront données.

26 - MOTION CONTRE LA PRIVATISATION DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU

Mme le Maire : ce point est repoussé, non pas que nous ne voulions pas prendre la motion contre la privatisation de l'énergie et de l'eau, mais nous ne l'avons pas rédigée. Dès qu'elle le sera, nous la soumettrons à votre vote pour le prochain Conseil Municipal.

M. Pilet : j'avais formulé, mais vous ne l'avez pas rédigée, de l'envoyer avant.

Mme le Maire : à ce moment-là, M. Pilet, si vous avez écrit un texte, n'hésitez pas à nous le faire passer ... je suis sûre que nous allons nous retrouver sur les propos ; à priori, il me semble que nous devrions être sur la même longueur d'ondes.

M. Pilet : je parlerai des compteurs Linky.

Mme le Maire : sur les compteurs Linky, nous, nous avons déjà répondu sur cette problématique.

M. Pilet : ceci dit, de nombreuses communes, autour, prennent des arrêtés pour permettre aux concitoyens

...

Mme le Maire : ... il n'a pas de valeur cet arrêté. Nous en avons déjà discuté ...

M. Pilet : ... ce n'est pas gentil pour ceux qui le prennent. Le Maire de Blagnac ne va pas être content ...

Mme le Maire : ... peut-être les Maires veulent-ils ainsi satisfaire des revendications. Chacun fait ce qu'il veut, tout citoyen est libre de refuser l'installation du compteur Linky, il n'a pas besoin d'un arrêté municipal.

27 - DÉCISIONS PRISES PAR MME LE MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL CONFORMÉMENT A L'ARTICLE L 2122-22 DU CGCT

Mme le Maire : il n'y a pas de décision.

28 - QUESTIONS ORALES POSÉES PAR LES DIVERS GROUPES

Groupe "Agir pour Fonsorbes"

1. Une pétition contre la déviation de Saint-Lys et de Fonsorbes, future RD 37, lancée par Mme DAGICOUR - en l'occurrence lancée par l'association "2 pieds 2 roues", nous allons dire cela ainsi-, a été relayée par mail, par Mme Vitet, au titre de la commission Agenda 21. Ce mailing laisse supposer une adhésion à ladite pétition.

Quelle est la position de la Majorité Municipale vis-à-vis de la contestation ou non de ce projet de déviation qui permettrait à terme de diminuer la circulation de transit dans Fonsorbes, circulation excessive que vous condamnez dans le cadre du PLD ?

Mme le Maire : Mme Vitet, peut-être, dira ce qu'elle a dire sur le sujet. Pour ce qui me concerne, ma position est très claire : la RD 37 nous est nécessaire. Je pense qu'il y a une méconnaissance du dossier de la part de l'association "2 pieds 2 roues", ou une connaissance insuffisante. Ce qu'il faut savoir tout de même, cela fait 10 ans, voire même peut-être plus, que nous parlons de cette RD 37. Nous sommes dans un schéma tel que nous faisons les départementales à l'époque, c'est-à-dire avec une voie, des fossés. Donc là, il y aura un ouvrage d'art qui permettra de passer par-dessus l'Ayguebelle, ce qui permettra sans aucun doute la continuité de la voie piétonne, si tant est que la Mairie de Saint-Lys l'entretienne correctement, parce qu'aujourd'hui elle est difficilement praticable. Il y a des compensations environnementales colossales, plusieurs centaines de milliers d'euros qui sont actuellement payés par le Conseil Départemental pour pouvoir compenser les dégâts environnementaux. Il est effectivement question d'arbres, de végétations diverses et variées, nous reparlerons tout à l'heure de la végétation, il est question de plantes protégées, autant que je sache d'insectes, d'animaux, de batraciens peut-être.

Donc, pour ce qui me concerne, c'est clair, je suis pour la déviation RD 37, sachant que j'ai quand même écrit au Président du Conseil Départemental à ce sujet-là, à savoir " ... la volonté du Conseil Départemental de favoriser les modes de déplacements doux ne fait aucun doute. Des réalisations comme Via Garona en sont la preuve. La demande d'inventaire des chemins ruraux en est une autre. Malheureusement, des erreurs sont encore commises ; ainsi, le chemin des Moundinats à Fonsorbes, nommé chemin du Just à Saint-Lys, va être coupé par la tranche 5 de la RD 37 en cours de réalisation. Les deux communes concernées ont demandé un passage souterrain réservé aux piétons et aux cycles, or elles auraient dû le financer sur fonds propres, ce qui n'était pas dans leurs possibilités (je vous ai déjà sollicité sur le sujet). Au-delà de ce point qui génère la colère des riverains et de certaines associations, le choix qui a été fait pour ce tronçon 5 reste celui d'une départementale en zone rurale ; or, il sera d'ici quelques années intégré à des zones urbanisées. Par ce courrier, notre volonté est de vous communiquer les enjeux actuels et futurs des déplacements sur notre secteur et de solliciter vos services pour une réflexion commune. ... "

Donc, pour ce qui concerne ma position, elle est très claire. Mme Vitet, vous pourriez peut-être donner des explications.

Mme Vitet, Conseillère déléguée au développement durable : je suis restée dans la logique de ce que nous faisons depuis le début du mandat dans le cadre de l'Agenda 21 : essayer de développer les chemins pour les déplacements doux, préserver l'environnement et la biodiversité. Cela me semblait tout-à-fait logique de transmettre cette pétition à tous les membres des ateliers pour qu'ils puissent en prendre connaissance. Si vous avez d'autres questions ...

M. Gaubert : je ne connais pas tout le contexte parce que c'est M. Lalanne qui a posé la question spécifiquement. Mais d'après ce que j'ai compris, vous avez relayé une pétition sans en expliquer la démarche.

Mme Vitet : tout est expliqué dans la pétition. En fait, l'idée essentielle est le développement de l'association "2 pieds, 2 roues", c'était de dire que nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de consultation des habitants par rapport à ce projet. Personnellement, c'est surtout par rapport à ce projet parce que vu l'énergie que nous avons mise ne serait-ce que pour ouvrir le cheminement Moundinats/chemin Saint-Just, le temps et l'énergie que cela a demandé, pour se dire maintenant qu'il va être fermé. Il est vrai que nous sommes dans des paradoxes complets par rapport à tout cela. Donc, c'était aussi le relayer aux membres des différents ateliers pour qu'ils puissent en prendre connaissance. Mais tout est expliqué dans le cadre de la pétition.

Mme le Maire : je peux la lire si vous voulez : *"au mépris de toute considération environnementale, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne est en train de faire des travaux pour la future RD 37 qui doit dévier Saint-Lys et Fonsorbes. Cette route va détruire des zones naturelles, des chênes centenaires, destruction de bois, et couper en deux un cheminement piétonnier le long de l'Ayguebelle, très apprécié des habitants des deux communes. Ces derniers n'ont pas été consultés et aucune information publique n'a été communiquée, ce qui nous met devant le fait accompli. Afin de faire entendre notre voix, nous souhaitons porter cette pétition devant le Conseil Départemental avant qu'il ne soit trop tard. Fonsorbais, Saint-Lysiens, promeneurs, chasseurs et coureurs, nous comptons sur vous. A diffuser auprès de votre entourage."*

Voilà le contenu de la pétition. Mais je pense que probablement les tenants et aboutissants n'étaient pas connus de l'association "2 pieds, 2 roues", à savoir qu'il y aura un ouvrage d'art qui passera au-dessus. Donc, le cheminement ne sera pas coupé. Avons-nous répondu à la question ?

M. Pilet : en complément : est-ce que justement il ne serait pas judicieux qu'il y ait une information ? Sachant aussi que j'ai compris que ce tronçon ne serait pas fait de suite, dans plus de 10 ans.

Mme le Maire : non, probablement moins. Mais il faut tout de même savoir que concernant les compensations environnementales, tout a d'ores et déjà été travaillé, validé, parce que cela ne se fait pas comme ça avec la DREAL, nous en parlerons tout à l'heure lorsque nous aborderons le conservatoire botanique, c'est un travail de très, très longue haleine. Je pense que nous nous "tirerions une balle dans le pied" si quiconque disait "on remet tout à plat et on recommence tout à zéro".

M. Pilet : du coup, ce serait peut-être bien déjà d'avoir une information, rien que sur le tracé. Je ne sais pas si tout le monde la visualise ; et qu'il y ait une information publique, ce qui permettrait aussi de dégonfler certaines choses et de retrouver l'intérêt pour tout le monde dans ce projet.

Mme Voisin, Adjointe déléguée au secteur "implication citoyenne-communication" : il y a eu un article dans le Fonsorbais de printemps, avec la carte et des explications.

2. Problématique du transport des ordures ménagères par les personnes âgées dans les secteurs où des containers semi-enterrés ont été nouvellement installés. Qu'avez-vous à leur proposer, compte-tenu du paiement par celles-ci des taxes afférentes au dispositif antérieur ?

Mme le Maire : je crois que la réponse qui peut être faite, j'en suis même sûre, c'est que ce système de colonnes enterrées a été mis en place sur de nombreux secteurs, et pas spécifiquement sur le centre ville. Ici et ailleurs, vous avez remarqué que dorénavant, sur tous les nouveaux lotissements collectifs ou pas, ce sont des colonnes enterrées qui priment. Certes, cela demande des changements d'habitude, j'entends effectivement qu'il est sans aucun doute plus facile de sortir sa poubelle devant sa porte. Il y a un effort à faire. Pour les personnes âgées dépendantes, elles ont des aides ménagères qui peuvent sans aucun doute porter le sac poubelle dans la colonne enterrée, et c'est d'ailleurs ce que je vois faire. Il n'y aura pas de compensation financière, c'est clair, la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères restera la même pour tout un chacun.

Cela se généralise. Dans les anciens lotissements, ce n'est pas encore à l'ordre du jour, mais je pense que nous arriverons de plus en plus sur de l'apport volontaire, sur l'apport de type collectif. J'entends que certains puissent être critiques, mais par ailleurs j'entends beaucoup de Fonsorbais me demander quand les poubelles jaunes seront enlevées afin qu'il n'y ait plus de poubelle au centre ville. Pour les poubelles jaunes, cela se fera également dans les jours ou semaines à venir.

M. Gaubert : de toute façon, les gens continueront à payer la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères ?

Mme le Maire : oui.

M. Gaubert : cela s'appelle bien la "Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères" ?

Mme le Maire : oui.

M. Gaubert : je voulais vous signaler un autre problème qui me semble important à traiter, à savoir les odeurs autour des containers. Lorsque je suis passé tout à l'heure devant, il ne fait pas

particulièrement chaud, mais il y a des odeurs d'ordures ménagères.

Mme le Maire : on nous avait garanti qu'il n'y en aurait pas.

M. Marin : il existe un dispositif désodorisant, mis en place à Portet sur Garonne, mis à l'intérieur pour les périodes extrêmement chaudes. Nous allons donc reposer le problème, car s'il y a des odeurs maintenant, il est certain que s'il fait plus chaud elles augmenteront. Nous demanderons à ce que ce soit surveillé.

M. Gaubert : je l'ai senti à nouveau en passant tout à l'heure, c'est très net alors qu'il ne fait pas très chaud.

Mme le Maire : nous sommes d'accord.

M. Gaubert : il y a à côté une agence immobilière, ce n'est peut-être pas non plus convenable.

Mme le Maire : dès demain, nous écrirons au responsable du service environnement de façon à ce que ce soit solutionné.

Groupe "Fonsorbes l'Humain d'Abord"

1. Nous voudrions que vous nous informiez sur la mise en place des Jardins Partagés, en ce qui concerne le nombre de parcelles, le coût par parcelle et le nombre de participants.

Mme Hernandez, Adjointe déléguée au secteur "affaires sociales-prévention-sécurité" : il y a deux tranches : sur la première tranche, très ancienne, il y a 22 parcelles, toutes occupées à ce jour. Sur la 2^{ème} tranche, pour l'instant, seulement 20 parcelles seront mises à disposition à la location. Elles sont toutes équipées d'une cabane. Il y a d'autres terrains, dont certains font 200 m², d'autres 180 m². Soit les personnes prendront la totalité, soit les parcelles pourront être divisées.

Le coût :

Il y a une augmentation, qui ne concerne cette année que les nouveaux, c'est-à-dire ceux qui sont sur la tranche 2, et deux personnes sur la 1^{ère} tranche.

Mme le Maire : que demandez-vous à propos du coût ? Est-ce le coût de réalisation, le montant des travaux ?

M. Pilet répond hors micro.

Mme Hernandez : jusqu'à présent, la caution était de 40 €, elle passera à 120 € en fonction de l'équipement du terrain, s'il est équipé d'une cabane ou pas. Elle comprend la cabane et l'eau ; sans le cabanon, elle est de 60 €.

Pour les personnes de la 1^{ère} tranche : les tarifs augmenteront au 1^{er} janvier 2019. Jusqu'à présent, il leur était demandé une participation de 20 €, au total ils payaient à 54 € à l'association des Jardiniers. C'est cette dernière qui versait au CCAS 20 €. Pour que ce soit moins lourd pour eux, il leur est demandé cette année de s'acquitter de la somme de 35 € via l'association.

Pour les personnes de la 2^{ème} tranche : j'espère que l'attribution pourra se faire à partir du mois de juin. Il sera demandé 120 € de caution, qui seront encaissés, avec un loyer du terrain à 35 € le m².

M. Chouard : non, 0,35 € le m².

Mme Hernandez : je vous prie de m'excuser. 0,35 € le m², par an. Le loyer du cabanon est de 0,25 € le m². La participation à la facture d'eau est de 12 € par an.

Mme le Maire : je vous propose de faire passer aux Présidents de groupe la délibération adoptée par le Conseil d'Administration du CCAS, vous aurez ainsi tout le détail des différents tarifs.

Mme Hernandez : par rapport aux attributions, il faut être Fonsorbais, habiter en appartement ou maison, avoir ou pas d'enfants, être seul ou pas avec des enfants, cela donne des points et la priorité lorsqu'il y a plusieurs demandes.

M. Pilet : cela fonctionne bien ? Il y a beaucoup de demandes ?

Mme Hernandez : sur la 2^{ème} tranche, à l'heure actuelle, il y en a 8. Ce n'est pas faute d'avoir fait de la publicité, mais nous pourrions en refaire.

Mme le Maire : de toute façon, nous en reparlerons.

M. Pilet : oui, de la publicité sera faite. Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris, surtout sur les tarifs. Cela veut-il dire que suivant la tranche, il y a deux tarifs différents ?

Mme Hernandez : non, le prix sera le même quelle que soit la tranche.

Mme le Maire : nous étions dans un lissage, l'harmonisation se fera l'année prochaine. Nous étions à cheval sur deux années civiles, c'était un peu compliqué, notamment par rapport à l'association pour arriver à quelque chose de facilement applicable et lisible par tous. Nous avons modulé sur l'année 2018.

Mme Hernandez : jusqu'à présent, c'était l'association les Jardiniers du Cercle des Fontaines qui gérait le paiement, et dorénavant ce sera le CCAS.

Je vous prie de m'excuser pour mon erreur. Vous aurez les tarifs à 0,35 €.

Mme le Maire : il n'y a pas de soucis, Mme Hernandez. Il est vrai que la situation fait qu'il y a les anciens de la tranche 1 et les nouveaux.

2. Pourriez-vous nous indiquer où en sont les différents aménagements et les travaux de sécurisation de la départementale 68 du quartier d'Aygaloungou ?

M. Marin : depuis le début du mandat, nous nous sommes penchés quand même sur la sécurisation suite à ce que nous avons constaté et suite aux demandes du conseil de quartier d'Aygaloungou. Donc, à l'heure actuelle, nous pouvons dire ce qui est déjà réalisé, à savoir :

- la limite urbaine a été repoussée au-delà du carrefour d'accès à Bidot, de façon à limiter la vitesse sur une plus grande longueur à 50 km/h.
- nous avons fait mettre en place un radar pédagogique qui donne certains résultats, à certaines heures, mais ce n'est pas toujours le cas.
- la sécurisation des arrêts de bus pour le transport suite à l'implantation de la nouvelle ligne de bus
- nous avons prévu, pour le chemin du Tranquille, la remise en état de la signalisation verticale de façon à renforcer la limite à 50 km/h et son renfort
- concernant le cheminement piétonnier le long de la départementale 68, nous avons fait faire un devis pour connaître le coût de la sécurisation entre le chemin du Bois et l'extrémité où ont été refaits les travaux du fossé : il y en a pour pratiquement 300 000 €. Il était donc quand même difficile de le faire faire en ce moment, nous avons d'autres priorités d'un point de vue de travaux d'urbanisation
- nous avons fait réaménager le tourne à gauche

M. Pilet : excusez-moi. Les travaux qui ont été faits, nous les avons vus. Ma question portait sur ce qu'il était prévu de faire. Nous avons évoqué, je crois que cela avait été budgétisé, des plateaux traversants, l'acquisition de terrains pour faire un cheminement, c'est toute cette série de travaux pour lesquels nous avons voté un budget.

M. Marin : la mise en place d'un plateau traversant n'a pas été retenue finalement parce que nous sommes soumis à l'avis, non seulement de la DVI, mais aussi du Muretain Agglo qui a la compétence. Concernant le cheminement piétonnier, nous sommes obligés de faire une demande de Déclaration d'Utilité Publique étant donné que l'un des propriétaires ne veut pas vendre. Donc, pour le moment nous sommes coincés par cette obligation, sinon il n'y aurait que le virage vers le chemin au fond d'accès à Bidot qui pourrait être fait, ce qui ne suffit pas. Nous attendons donc les résultats de la reconnaissance d'Utilité Publique par la Préfecture.

M. Pilet : je ne visualise pas où cela bloque, mais il y avait toute la départementale ...

M. Marin : ... c'est la plus grande partie qui passe derrière le nouvel arrêt de bus, le long du champ. Le propriétaire est décédé, et ses ayants droit ne veulent pas vendre.

M. Pilet : et la partie avant, en se dirigeant vers ...

Mme le Maire : cela n'a pas été retenu, M. Pilet.

M. Marin : ce sont les travaux dont je vous ai parlés, d'un montant de plus de 300 000 €, qui n'ont pas été retenus parce que nous avons d'autres priorités sur la ville de Fonsorbes.

Mme le Maire : nous sommes bien d'accord sur ce dont nous parlons : lorsque nous arrivons d'Aygaloungou, du côté droit, dès qu'il y a les maisons, à droite, jusqu'au-delà du chemin du Bois. Est-ce bien de cela dont vous parlez ?

M. Pilet : oui.

Mme le Maire : donc, cela n'a pas été retenu. Par contre, puisque nous parlons de ce secteur là, vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a eu un accident mortel sur la RD 50, à l'entrée de Plaisance du Touch. Le Maire de Plaisance du Touch a donc pris un arrêté interdisant la circulation au plus de 3,5 tonnes sur la RD 50. J'ai donc écrit à M. Méric, avec copie de ce courrier à M. Escoula :

"Monsieur le Président, le 8 mai 2018, sur la RD 50, en entrée de la ville de Plaisance du Touch, s'est produit un accident mortel. La RD 50 (route de Plaisance du Touch et route de Lamasquère), la RD 82A (chemin de la Pélicière), la RD 82 (chemin des Capelliers, chemin de Troubet) connaissent une circulation importante de véhicules légers et de poids lourds : elles ne sont pas dimensionnées pour un tel trafic qui ne fait que s'accroître d'une année sur l'autre. Le risque accidentogène y est majeur : bas-côtés non stabilisés, largeurs insuffisantes, croisements dangereux. Suite à cet accident, Monsieur le Maire de Plaisance du Touch a pris un arrêté

interdisant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes sur le tronçon de la RD 50 situé sur l'agglomération de Plaisance. Le trafic va inmanquablement se reporter sur les communes voisines, et notamment sur le centre ville de Fonsorbes, conséquence inacceptable de notre point de vue (dernier comptage sur la RD 632 en cœur de ville en décembre 2017 : 18 000 véhicules/jour). Dans l'urgence, une réunion des parties concernées (communes et département) me semble indispensable pour appréhender au mieux les problématiques de circulation dans ce secteur routier et prendre les décisions qui s'imposent tout en pesant les effets délétères qu'elles pourraient provoquer. Vous remerciant ..."

Je n'ai pas eu de réponse, ce courrier date du 17 mai. En fait, j'ai adressé dans la foulée trois courriers au Président Méric : les 15, 16 et 17 mai, sur uniquement des problèmes de transport et de déplacement. Le Président Méric se déplacera sur le canton le 20 juin, ce sera donc un sujet que je remettrai à l'ordre du jour. J'ose espérer que nous obtiendrons la réunion demandée, ainsi que la réflexion commune car elle ne peut pas être portée uniquement par une commune qui prend une décision, qui la concerne certes, et qui peut-être l'arrange sans aucun doute, mais il faut peser tout ce que cela génère par ailleurs ; je pense que cela n'a pas été fait.

M. Pilet : quelle est la raison de M. Escoula pour l'adoption de cet arrêté ?

Mme le Maire : la dangerosité de la RD 50.

M. Pilet : sa responsabilité. Je ne veux pas polémiquer, mais cela renvoie à une question que nous avons posée sur ce sujet : si cela revient sur la commune, s'il y a des accidents et autres ...

Mme le Maire : c'est bien pour cela que j'ai interpellé le Président du Conseil Départemental sur le sujet. Lorsqu'il recevra tous les Maires du canton, donc le 20 juin, il est clair que c'est un sujet que je mettrai sur la table, cela ne fait aucun doute. J'en ai également parlé à Mme Leclerc, que j'ai rencontrée la semaine dernière, c'est une grosse préoccupation pour moi, pour nous tous. C'est donc un sujet sur lequel nous reviendrons sans aucun doute.

M. Pilet : est-ce que vous allez être dans la logique, puisque le Maire, M. Escoula, prend cet arrêté, de faire la même chose pour les départementales de la commune ?

Mme le Maire : je pense que s'il y en a une à prendre aujourd'hui, il est clair que ce serait pour interdire la circulation des poids-lourds sur la portion devant l'école du Trépadé. Des camions desservent une entreprise coté Saint-Lys, ils passent donc sur notre commune. J'ai demandé que cet arrêté soit rédigé. Mais, nous ne faisons que déporter le problème ailleurs puisqu'il faut bien qu'ils circulent quelque part. Ma crainte est que, si nous les empêchons de passer là, ils passent ailleurs. Aujourd'hui, la RD 37 n'est pas faite. Donc, tant que nous n'aurons pas réglé ce problème de contournement, nous allons nous retrouver avec des véhicules lourds qui vont traverser la ville. Mais, nous ne pouvons pas traiter ce problème commune par commune, il faut que nous ayons une réflexion globale. Dans l'un des courriers que je lui ai adressés, je lui parle du Plan Local de Déplacement : "... dans le cadre du Plan Local de Déplacement que nous venons de valider, une proposition a été faite : la création d'une déviation routière au Sud de la ville qui permettrait de désengorger le cœur de ville (cf les comptages routiers ci-joints) et relierait la sortie de Plaisance du Touch (sur la RD 632) et la route de Lamasquère, voire la tranche 6 de la RD 37. Le Plan Local de Déplacement fait un focus tout particulier sur les déplacements doux (travail et loisirs) :

1. l'axe majeur pour relier les lieux d'emploi est celui vers Plaisance du Touch où sa desserte en transports en commun a un cadencement au ¼ d'heure et va bientôt bénéficier de la ligne Linéo 3. La création d'une piste cyclable le long de la RD 632 permettrait de relier Fonsorbes au chemin Nébout (ci-joint le plan).
2. L'autre axe important conforté par ce schéma est la liaison Fonsorbes-zone de loisirs de Bidot. La réalisation se fait par tranches, vous trouverez ci-joint le projet. Afin d'éviter un coût important et permettre un cheminement "en campagne", le tracé passerait par le chemin de la Béguère sis à Plaisance du Touch et les piétons-cycles traverseraient la RD 50. Aussi, nous vous sollicitons pour la création d'un plateau traversant pour sécuriser cette traversée.

Ces deux projets doivent s'inscrire dans le schéma de pistes cyclables communautaires ..."

Je renvoyais sur la volonté du Département de favoriser les modes de déplacements doux, ce que je vous ai lu tout à l'heure.

Nous avons une très mauvaise nouvelle concernant la piste cyclable vers Bidot. Les agents du conservatoire botanique sont passés, il y a maintenant 15 jours/3 semaines. Je les ai vus à l'œuvre, avec leurs petits calepins, dont l'un était à genoux en train d'écarter l'herbe sur le tracé envisagé pour la piste de Bidot, à l'endroit identifié comme une station de la Rose de France. Et le lendemain, ou surlendemain, ils ont téléphoné, nous n'avons donc aucun écrit, au Muretain Agglo l'informant que la Rose de France avait gagné 1 mètre ; le problème, c'est qu'elle a gagné côté DGA, donc sur les terrains que la DGA est prête à nous vendre, puisqu'apparemment, d'ici la fin du mois de mai, nous

devrions recevoir l'avis du bureau pyrotechnique. Nous en sommes là, cela nous interroge donc. J'ai demandé qu'un écologue vienne voir sur site, écologue que nous paierons, afin qu'il étudie le développement de la Rosa Gallica. Cela nous permettra de savoir si nous continuons ou pas dans cette réflexion de réaliser les travaux pour la piste cyclable. Effectivement, les travaux du premier tronçon devraient débuter début juin. Donc, est-ce que cela vaut le coup de faire ce premier tronçon si nous ne sommes pas en capacité de faire le deuxième. Et entreprendre le deuxième signifie relancer le sujet avec la DGA : cela fait quatre ans que nous sommes sur ce sujet avec la DGA, période durant laquelle, malheureusement, la Rose de France s'est développée ; aussi, est-ce que cela vaut le coup de repartir pour quatre ans supplémentaires pour demander à la DGA d'aller un petit peu plus loin ? Ou bien, en fonction de ce que nous dira l'écologue, sachant que nous avons élargi de 3 mètres, pouvons-nous envisager, sur 1 m 50, de faire une piste cyclable avec la possibilité de rouler de front ou de se croiser, au niveau de l'endroit où se trouve la Rosa Gallica ? Nous en sommes-là, alors que les travaux vont très prochainement débuter. J'espère que l'écologue pourra passer cette semaine, nous n'avons aucune certitude, mais pour nous, groupe Majoritaire, cela génère un gros point d'interrogation. Est-ce cohérent de dépenser 300 000 € pour faire un bout de piste cyclable qui n'aboutira pas sur une piste cyclable, qui renverra les gens sur une départementale hyper dangereuse ? Ne vaudrait-il pas mieux stopper le chantier avant qu'il n'ait débuté, et de placer cet argent-là pour financer un début de piste cyclable permettant de sortir sur la RD 632 en direction de Plaisance du Touch ? Voilà où nous en sommes de nos réflexions et interrogations. Ce n'est pas une bonne nouvelle du tout. Je ne sais pas ce que vous en pensez.

M. Perrot : je pense qu'il est judicieux d'attendre. Vous parliez de placer cet argent sur la piste cyclable vers Plaisance, mais il faudrait peut-être voir aussi les pistes cyclables autour des écoles, dont certaines sont un peu limites, d'autres ont un début et une fin qui ne mènent nulle part. Ce serait peut-être bien d'y penser.

Mme le Maire : le problème est que les décisions devront se prendre très rapidement. Nous avons un délai extrêmement bref. M. Pilet, M. Mailhé, avez-vous une idée sur ce sujet ?

M. Mailhé : cette piste cyclable, cela fait longtemps qu'elle trotte dans toutes les têtes. Ma question est : est-il utile de faire une piste cyclable ou une piste piétonnière le long d'une route départementale ? Pourquoi ne pas repenser cette piste cyclable pour aller jusqu'à Bidot, mais ne pas passer le long de cette route ? Lorsque nous nous promenons, quand nous faisons du vélo, nous n'avons pas envie d'entendre les voitures. Si quelque chose nous bloque à ce niveau-là, je dis cela, mais je n'ai pas les antécédents, je débute aujourd'hui au Conseil Municipal, y a-t-il un moyen de rejoindre Bidot par la campagne sur une piste en terre battue toute simple ?

Mme le Maire : le problème est qu'il n'y a pas de piste. Cela veut dire qu'il faudrait repenser le projet et acheter à ce moment-là des terrains qui ne nous appartiennent pas pour réaliser une emprise foncière.

M. Mailhé : en tant que promeneur, il faut être réaliste. S'il s'agit de faire une piste goudronnée, ceux qui font du vélo resteront sur la route, il faut quand même être concret. Ceux qui veulent se promener sur une piste goudronnée, ce n'est pas forcément la plus belle des promenades que nous puissions avoir pour rejoindre Bidot. Si 300 000 € sont le coût pour éviter un planté ...

Mme le Maire : non, c'est juste pour aller de la piste cyclable existante jusqu'aux bâtiments de la DGA, bâtiments placés au milieu, avec un portail. Les 300 000 €, c'est juste pour réaliser cette portion. Le financement de l'autre portion, pour l'instant, il n'y est pas puisque nous étions dans l'attente de l'avis de la DGA, sachant que nous avons convenu, dès que la DGA aurait validé, de bétonner au moins autour de l'endroit où pousse la Rosa Gallica. Aujourd'hui, nous ne sommes même pas surs de pouvoir faire ça.

M. Mailhé : c'est pour ça. Ou, comme le disait M. Perrot, il y a peut-être d'autres priorités, ou nous trouvons une solution parce que Bidot est quand même un site qui mérite d'être connu par tous les Fonsorbais, il y a, je crois, cinq kilomètres. La balade du dimanche avec les enfants pourrait être agréable. Mais, personnellement, je rentre dans le sujet, le faire le long d'une route n'est peut-être pas judicieux et le faire goudronné, ce n'est pas judicieux non plus.

M. Pilet : je crois que l'idée était de faire une liaison sécurisée pour que les gens puissent aller à pieds, en vélo, en site propre jusqu'à Bidot justement. Ce n'était pas d'en faire le lieu de promenade par excellence.

M. Mailhé : je l'entends. Mais pourquoi l'utiliser pour aller à Bidot si ce n'est pas pour faire de la promenade ?

M. Pilet : je pense que c'est un sujet qui était porté par l'équipe municipale précédente, par l'équipe actuelle, donc cela correspondait, et cela correspond toujours en mon sens, au projet, à la demande

des habitants de Fonsorbes, de pouvoir aller en vélo, en rollers en toute sécurité sur Bidot. Après, il est évident que dépenser 300 000 € sans être surs de pouvoir faire la continuité, à mon avis, il faut s'interroger, essayer de réfléchir pour la suite. Je crois que ce projet d'aller en site propre à Bidot, c'est quand même à vélo et à pieds, c'est important, il faut avoir des plans B, mais il est vrai que cela rentre dans autre chose. Cela sera compliqué car cela veut dire basculer de l'autre côté. Et réfléchir ...

Mme le Maire : ... le problème est que nous n'avons pas aujourd'hui de plans B. Comme le dit Mme Vitet, il y a le problème de la traversée du Touch. Faire une passerelle au-dessus du Touch majorera grandement le coût. L'intérêt était d'utiliser le pont du chemin de la Béguère.

Mme Voisin : notre objectif était aussi quand même, pensons un peu aux gens d'Aygaloungou, de pouvoir leur permettre de rejoindre la ville en toute sécurité. Ceci étant, maintenant nous avons enfin un bus, cela change un peu la donnée. Mais, c'est vrai que jusqu'à présent, si vous n'aviez pas de voiture et que vous habitez Aygaloungou, vous manquiez de vous faire écraser si vous vouliez aller faire des démarches à la Mairie ou autres. Le fait qu'il y ait un bus change aussi la donnée.

Mme le Maire : je vous propose, si vous êtes d'accord, d'attendre l'avis de l'écologue, en espérant que nous aurons cet avis très rapidement. Nous vous tiendrons au courant des constations établies par l'expert, et nous aviserons en fonction de ce qu'il nous sera dit. S'il nous est répondu que la plante a beaucoup gagné sur les 3 mètres, je pense que nous envisagerons de ne pas financer le premier tronçon si nous ne sommes pas capables de faire rapidement le deuxième.

M. Perrot : dans ce cas-là, dans un premier temps, réallouer ces 300 000 € ailleurs, notamment pour les enfants. Parce que lorsqu'on voit ces p'tits bouts de choux en vélo, c'est parfois limite. Il faut vraiment être très prudents avec eux, tout le monde ne l'est pas. Chaque fois que je me retrouve derrière un p'tit bout de chou, j'ai peur pour lui.

Mme le Maire : sachant que si nous "changeons notre fusil d'épaule", nous ne serons pas en capacité de porter un autre projet, nous n'allons pas dire à l'entreprise "vous n'allez pas travailler là-bas, vous aller travailler ailleurs". Il faut que le nouveau dossier soit préparé, il faut notamment lancer des appels d'offres, nous serons donc sur un projet qui sortira l'année prochaine. Il faut bien avoir conscience de cela ...

M. Perrot : ... oui, je suis d'accord, mais il faut y penser ...

Mme le Maire : mais, nous pouvons prévoir d'orienter ces 300 000 € sur une autre piste cyclable ailleurs, c'était la volonté initiale.

Mme Calvo, du groupe Majoritaire : ne pouvons-nous pas aussi avoir une réflexion pour les Fonsorbaïs qui se rendent vers Toulouse, dans la mesure où il y a en ce moment, sur les communes de Plaisance, Tournefeuille, des embouteillages, des travaux pour justement la ligne du bus, tout miser sur une piste cyclable qui permettrait de rejoindre cette nouvelle ligne de bus Linéo qui va directement ...

Mme le Maire : ... l'idée est à la fois de pouvoir rejoindre la ligne Linéo 3, mais également de pouvoir rejoindre en sécurité les pistes cyclables de Plaisance et toutes celles qui longent le Touch et qui permettent d'atteindre Tournefeuille, Saint-Martin, Toulouse, etc.

M. Perrot : mais la distance entre Fonsorbes et Plaisance est quand même très conséquente, ce n'est plus 300 000 €.

Mme le Maire : non, nous ne parlons pas, M. Perrot, d'une piste cyclable tout le long de la RD 632. L'objectif est d'arriver à rejoindre le chemin de Nébout : c'est le chemin qui se trouve après la première maison à droite, lorsque nous arrivons sur la RD 632, après le rond-point, qui est une petite voie où passent certes des voitures, mais dont le trafic n'a strictement rien à voir avec la RD 632.

M. Perrot : oui, mais ce n'est quand même pas négligeable.

M. Mailhé : ce morceau de voie qu'il y a entre le rond-point à l'entrée de Fonsorbes et le chemin que j'appelle le chemin du terrain militaire, je le fais tous les jours en vélo, matins et soirs, hiver comme été, je vois passer les voitures très, très proches, mais je vois aussi beaucoup de monde circuler sur le terrain militaire à vélo pour aller à Plaisance, pour aller travailler à Basso Cambo. Il est vrai que si ce morceau de route pouvait être sécurisé, traversable à vélo, ou à pieds car certains y vont aussi à pieds, vont y faire leur footing en limite du terrain militaire, et qui ne peuvent pas rentrer sur Fonsorbes, mis à part en passant dans le fossé.

Mme le Maire : de toute façon, nous vous tiendrons au courant de l'avis de l'expert, et en fonction de cet avis, nous prendrons une décision très rapidement.

M. Pilet : ce que disait Mme Calvo, vous l'avez évoqué dans le courrier que vous avez envoyé à M. Méric ?

Mme le Maire : à ce moment-là, nous n'avions pas le problème de la Rose de France.

M. Pilet : non, pas le courrier que vous avez lu tout à l'heure.

Mme le Maire : oui, nous en parlerons jeudi soir dans le cadre du schéma des pistes cyclables communautaires. Nous avons insisté sur le fait que, certes Plaisance du Touch n'était pas dans la Communauté du Muretain Agglo, pour autant il fallait travailler avec nos voisins, et que pour nous, nous avions principalement besoin de cette voie-là. Nous avons envisagé la piste de Bidot et la piste vers Plaisance. Pour celle de Bidot, nous avons jusqu'au 1^{er} juin pour répondre. Si nous ne répondons que le 4 ou le 5 au Muretain Agglo, ce ne sera pas grave, mais il va falloir donner une réponse.

M. Chouard : le Muretain Agglo a financé des pistes cyclables à Portet sur Garonne, en limite de Cugnaux. Donc, je pense que le fait de décider éventuellement d'aller vers Plaisance sur une zone qui n'est pas communautaire ne serait pas un problème.

29 - INFORMATIONS DIVERSES

RGPD (Règlement Général pour la Protection des Données)

Mme le Maire : vous avez dû entendre parler du RGPD, le Règlement Général relatif à la Protection des Données. Ce règlement européen est entré en application le 25 mai 2018. Les trois objectifs généraux sont :

- renforcer les droits des personnes avec la création d'un droit la portabilité et des dispositions propres à la protection des mineurs
- responsabiliser les acteurs traitant des données
- mettre en œuvre une régulation efficace pour les traitements transnationaux de données

Toutes les organisations devront s'assurer et pouvoir démontrer à tout moment, ainsi que leurs sous-traitants, qu'ils respectent les principes de la protection des données à caractère personnel par des mesures organisationnelles et techniques.

Les organisations publiques et privées devront :

- nommer un délégué à la protection des données : c'est fait, nous avons désigné un agent administratif
- recenser les traitements
- prioriser les actions
- traiter les risques
- organiser les processus internes
- documenter les processus

De notre côté, nous avons donc désigné un délégué. La mise à jour du recensement des fichiers est en cours, en coopération avec les services. Il est prévu également une communication et de modifier nos formulaires afin d'informer.

Un groupement de commandes est prévu avec le Muretain Agglo pour la désignation d'un délégué externe qui sera un appui juridique et technique, il sera chargé d'un audit et de l'accompagnement à la mise en conformité.

Nous avons également alerté les associations sur l'obligation qu'elles ont de se mettre en conformité avec le RGPD ; des procédures simplifiées leur ont été données.

2^{ème} modification du PLU

Mme le Maire : le document est exécutoire au 19 avril 2018. Je vous rappelle qu'elle concernait la zone sur laquelle sera construit l'EHPAD, sachant que nous sommes en relation étroite avec le porteur de projet, qui est en train de finaliser le permis de construire, qu'il n'a pas encore déposé.

Course cycliste "la Ronde de l'Isard"

Mme le Maire : cette manifestation s'est vraiment très bien passée.

M. Chouard : vous avez tous vu le mail qu'a envoyé Stéphane Merland, vous avez pu voir la grande satisfaction de tout le monde. Je voulais d'ailleurs en profiter pour remercier encore le super travail qu'a fait le service sport. Les écoles étaient ravies, nous n'avons reçu que des félicitations de la part de l'ensemble des instituteurs, les félicitations de M. Routou, Principal du collège, les félicitations de Mme Ibos pour le lycée. Donc tout le monde était vraiment super content. J'ai eu la chance d'aller jusqu'à l'arrivée avec Mme Malet et Mme Gosselin. Nous avons reçu les chaleureuses félicitations de l'organisateur qui, en 41 ans de Ronde de l'Isard, n'a jamais vu autant de monde au départ de cette course. Ils étaient donc vraiment super contents et l'ensemble des Directeurs sportifs, l'ensemble des coureurs ont vraiment joué le jeu et étaient super contents de voir tous ces enfants avec leurs cahiers, toutes leurs questions préparées. Les lycéens sont restés très

longtemps avec l'équipe américaine discuter en anglais. C'était vraiment une très belle réussite et une application totale de l'ensemble des services de la municipalité, tous les agents étaient super contents de participer à cette mise en place.

Mme le Maire : nous pouvons remercier également, pour son implication, l'association Avenir Fonsorbaïs Cyclo. A refaire, je pense qu'ils sont prêts à revenir.

M. Pilet : je veux souligner la réactivité de la Police Municipale de Fonsorbes : à un endroit, des voitures sont arrivées à contre-sens. La Police Municipale a été très réactive pour empêcher un éventuel accident. J'avais dit que je le soulignerai parce que j'y ai assisté, les agents ont été très réactifs.

M. Chouard : j'irai même au-delà : nous sommes passés à Foix et à Tarascon, Mme Malet qui a fait du vélo durant des années pourra vous le dire, il n'y avait aucune personne de la Police Municipale, ni à Foix, ni à Tarascon parce que le Maire ne veut pas s'impliquer sur cette course. Je ne sais pas comment ils font lorsque 140 coureurs déboulent, parce que je peux vous dire que nous ne roulons pas à 30 km/h, nous roulons à 60 km/h sur certaines portions, c'est incroyable. Des voitures arrivent sur des endroits, nous nous demandons ce qu'il se passe, mais pour les coureurs ce doit être vraiment impressionnant. Des communes jouent vraiment le jeu, qui sécurisent énormément, mais des communes ne s'impliquent absolument pas et c'est très dangereux.

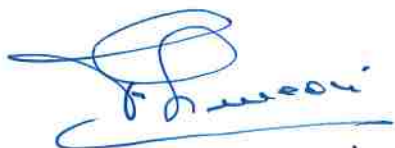
Mme le Maire : donc à refaire.

Je vous rappelle le rendez-vous, si vous voulez bien, demain soir à 18 h 30, salle du Trépadé, pour le Conseil Communautaire.

Bonne soirée à tous et merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 40.

Mme le Maire
SIMÉON Françoise



Le Secrétaire de Séance
PERROT Pascal



